

fonction publique

CGFP
Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

numéro 220

mars/avril 2012

44^e année

paraît 6 fois par an

Le vin est tiré, faut-il le boire?!

Rarement dans les annales du mouvement syndical dans la Fonction publique, son organisation faitière s'est retrouvée face à un tel amalgame de réformes statutaires, de révisions sectorielles des traitements et de négociations salariales générales, le tout ficelé dans un paquet inextricable, espèce de nœud gordien d'un nouveau genre, à négocier dans son ensemble en vue de trouver en fin de compte une solution globale – tout ou rien.

Telle était la situation au lendemain des élections de 2009, quand les nouveaux ministres, s'appuyant sur les accords de la nouvelle et ancienne coalition gouvernementale, ont rencontré les responsables de la CGFP pour donner le coup d'envoi des négociations. Les positions de départ étaient à tel point éloignées l'une de l'autre et opposées en plus, que seuls des optimistes impénitents et inébranlables dans leur foi dans le bon sens humain ont gardé une lueur d'espoir d'aboutir à un résultat satisfaisant. La situation financière et économique internationale et nationale, depuis la faillite de Lehman Brothers jusqu'à la crise grecque et l'ébranlement de l'Euro avec ses alternances de haut et de bas, n'a pas fini de peser lourdement dans la balance.

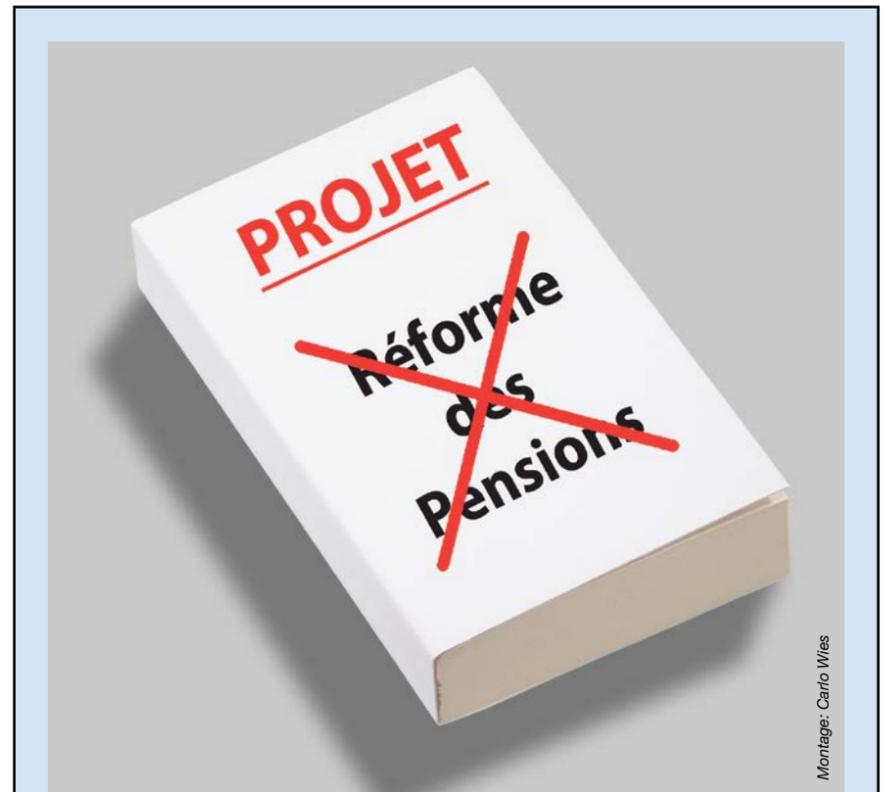
Après une phase initiale plutôt tendue, marquée par des remarques imprévisibles du genre «ça passe ou ça casse», le climat s'est petit à petit amélioré quand les partenaires sociaux finirent par se fier à la bonne foi l'un de l'autre. La CGFP fit clairement comprendre à ses interlocuteurs gouvernementaux que pour aboutir, si possible, à un résultat concret, il fallait défaire le nœud gordien et définir exactement à quel niveau se situeraient les différentes négociations. Comme par le passé, elle s'est retrouvée parfaitement dans son rôle pour négocier avec les ministres un accord salarial et les éléments généraux de la réforme statutaire qui concernent l'ensemble de la Fonction publique.

Par contre, la révision de l'évolution des carrières spécifiques relève de la responsabilité des organisations sectorielles, et c'est avec elles que les responsables politiques doivent négocier en vue de trouver un accord.

Pour la partie générale, un accord salarial modéré, mais réaliste compte tenu de la situation économique, a pu être trouvé, alors que pour la partie sur la réforme statutaire, sous les pressions des circonstances, l'accord signé en juillet 2011, basé sur des explications et assurances orales, n'a pas pu, en fin de compte, éviter des malentendus sur des points fondamentaux concernant notamment les traitements en début et en cours de carrière et le stage, vu la complexité de la matière qui implique une multitude de lois et de règlements d'exécution. Ce sont les textes une fois publiés qui ont fini par révéler ces malentendus et divergences de vue, remettant en cause le double accord lui-même.

Il fallait reprendre les négociations pour remettre le bateau à flot dans le sens que les concessions faites par la CGFP au niveau du stage – réformé à fond – garantissent le niveau inchangé des débuts des carrières et leur évolution ultérieure normale. D'un autre côté, faut-il le rappeler, les pires excès liés au système d'évaluation et à la gestion par objectifs ont pu être neutralisés et laissés dans leur application pratique aux ministères et administrations concernés, tout en sauvegardant le déroulement normal du service public. L'objectif majeur de limiter les dégâts potentiels de ces aspects de la réforme a ainsi été atteint.

Aux ministres responsables incombe maintenant la tâche de rechercher, dans des négociations avec les organisations sectorielles, des solutions adéquates ou du moins de trouver des pistes qui, à court ou à moyen terme, puissent mener à des conclusions accep-



Montage: Carlo Wies

„D’Fangeren ewech vun eise Pensiounen!“

Unter diesem Motto sprachen sich im Rahmen einer großangelegten Protestaktion sieben Gewerkschaften deutlich gegen das Reformvorhaben der Regierung in Sachen Rentenversicherung aus. „Wir lassen uns auf keinen Fall zum Handlanger einer sozial rückschrittlichen Politik hier im Lande machen, auch nicht unter dem Deckmantel von EU-konformen OECD-Austeritätsauflagen“, so CGFP-Sprecher Romain Wolff am vergangenen 19. März vor einem gut besetzten Saal im früheren „Tramsschapp“ auf Limpertsberg. Unseren ausführlichen Bericht zu dieser Protestveranstaltung finden interessierte Leser auf Seite 4 dieser Ausgabe.

tables. Cette dernière partie peut se révéler ardue, la quadrature du cercle en quelque sorte, comme l'étaient au début les négociations avec la CGFP. Cependant, l'arrière-fond du ralentissement économique toujours présent n'est pas une excuse valable pour ne pas avancer dans ce sens et rechercher des solutions consensuelles.

La paix sociale dans l'ensemble de la Fonction publique et dans ses parties sectorielles est à ce prix et constitue par ailleurs un atout non négligeable pour relancer la croissance. Après de si longues et difficiles négociations sur la partie générale des réformes et sur l'accord salarial, le compromis trouvé,

même s'il ne donne pas pleine satisfaction à tout le monde, constitue quand même une étape importante valable et contient un atout essentiel, la poursuite de la politique salariale continue.

À ce stade, il n'y a pas d'alternative viable et sa mise en cause entraînerait inévitablement le chaos et la dégradation générale de la situation des agents publics sur toute la ligne.

Dans ces conditions, il faut être aveugle, inconscient ou pire encore pour faire la fine bouche: quand le vin est tiré, il faut le boire, à moins qu'on veuille risquer d'avoir de l'eau plate ou du vinaigre.

Emile HAAG

**fonction
publique**

Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

CGFP

Éditeur: CGFP
28, Dernier Sol, L-2543 Luxembourg
Tél.: 26 48 27 27 – Fax: 26 48 29 29
E-mail: cgfp@cgfp.lu

Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30

La reproduction d'articles, même par extraits, n'est autorisée qu'en cas d'indication de la source.

Les articles signés ne reflètent pas nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYÉ
P/S. 141



L'évasion est proche

LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP

**OUVERT
LE SAMEDI MATIN**



LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h

Reform des Beamtendienstrechts

CGFP-Vorstandskonferenz heißt Lösungsvorschläge gut



Scharf kritisiert wurden vor dem jüngsten CGFP-Nationalvorstand erneut die von den Regierungsparteien im Konsens mit den größten Oppositionsparteien beschlossenen Index-Manipulationen, deren Auswirkungen bei einer nach wie vor hohen Inflation bis weit über das Jahr 2014 hinausreichten

Die geplante Reform des Beamtendienstrechts und deren Umsetzung in die Praxis waren die zentralen Themen des jüngsten CGFP-Nationalvorstandes, der am Freitag, dem 23. März 2012, tagte. Dabei wurden insbesondere Pisten aufgezeigt, um die noch strittigen Punkten allgemeinen Interesses, darunter die Reform der Praktikantenausbildung („Stage“), aber auch die zweckmäßige Anwendung des sogenannten „Korrektionsmechanismus“, einer zufriedenstellenden Lösung zuzuführen. Dabei wurden die zwischen der CGFP und der Regierung erarbeiteten Lösungsansätze weitgehend als positiv gewertet, wohl wissend, dass Letztere noch von einer für Dienstag, den 27. März, anberaumten CGFP-Vorstandskonferenz gutgeheißen werden müssten, was mittlerweile auch mit großer Mehrheit passiert ist. Vorrangiges Ziel müsse es bleiben, dass nach Beendigung der Ausbildungszeit im Vergleich zum heutigen Karriereverlauf keinerlei Verschlechterungen entstünden, so die unmissverständliche Botschaft.

Stichwort Pensionsreform: Nach der erfolgreichen Protestaktion vom vergangenen 19. März brachten die CGFP-Delegierten noch einmal ihre ablehnende Haltung gegenüber einer Neuordnung des Pensionswesens, die nur Verschlechterungen beinhalte, zum Ausdruck. Wenn sich die CGFP zusammen mit sechs anderen Gewerkschaften an dieser Protestaktion beteiligt hätte, dann

einerseits um ihre Solidarität mit den in der Privatwirtschaft Beschäftigten zum Ausdruck zu bringen, andererseits aber auch um gerade im öffentlichen Dienst eine Neuauflage der Situation, wie wir sie in den 90er Jahren hätten erleben müssen, zu verhindern. Schon einmal habe der öffentliche Dienst erfahren müssen, was Sozialabbau in Bezug auf die Pensionen bedeute. Die Entwicklungen von damals jedenfalls sollten zugleich auch eine Warnung vor den heutigen Regierungsabsichten sein. Wachsamkeit sei das Gebot der Stunde, hieß es. Und zum gegebenen Zeitpunkt wisse die CGFP auf Vorhaben mit negativen Auswirkungen entsprechend zu reagieren. Sollte späterhin Finanzierungsbedarf bestehen, dürften allerdings auch mögliche Beitragsanpassungen kein Tabuthema sein, wenn dadurch soziale Errungenschaften erhalten blieben.

Darüber hinaus werde sich die CGFP aber auch in anderen Bereichen unberechtigtem Sozialabbau widersetzen. Heftigen Attacken auf den Sozialstaat Luxemburg, wie sie jüngst noch von hochrangigen Patronatsvertretern wie beispielsweise dem ABL-Präsidenten ausgegangen seien, erteile die CGFP eine deutliche Absage.

Es könne jedenfalls nicht angehen, dass über Jahrzehnte hart erkämpfte soziale Errungenschaften auf einmal in Frage gestellt würden, nur um die Folgen schwerwiegender Fehler, die in höch-

ten Chefetagen begangen worden seien, auszubügeln.

Scharf kritisiert wurden erneut die von den Regierungsparteien im Konsens mit den größten Oppositionsparteien beschlossenen Index-Manipulationen, deren Auswirkungen bei einer nach wie vor hohen Inflation bis weit über das Jahr 2014 hinausreichten. Der dadurch schon entstandene und weiterhin noch zu erwartende Kaufkraftverlust ginge insbesondere zu Lasten der Klein- und Mittelverdiener. Wesentlich vernünftiger sei es gewesen, vor weitreichenden Entscheidungen die weiteren Entwicklungen erst einmal abzuwarten. Erinnert wurde daran, dass die automatische Anpassung der Löhne und der Gehälter an die Inflation keineswegs einer Gehaltsaufbesserung gleichkomme, sondern lediglich einen Teil des über einen gewissen Zeitraum entstandenen Kaufkraftverlustes ausgleiche, was insbesondere auch der nationalen Wirtschaft, allen voran dem Handel und dem Handwerk, zugute komme.

Insgesamt könnten Sinn und Zweck von Reformen nur in einem bestehen, und zwar in der Verbesserung von Ausgangssituationen. Dies gelte insbesondere auch für die umstrittene Reform im nationalen Bildungswesen, deren Umsetzung einzig und allein eine Verbesserung der schulischen Bildung zum Ziel haben müsse. Und wolle man, dass diese Reform Früchte trage, müsse sie

im Konsens mit den in diesem Bereich Beschäftigten, sprich den betroffenen Lehrerinnen und Lehrern, durchgeführt werden.

Wachsam gelte es den Entwicklungen auf europäischer Ebene gegenüber zu bleiben. Immer mehr Länder seien von der Staatsschuldenkrise betroffen, und niemand wisse so genau, ob diese Staaten überhaupt noch zu retten seien. Der Aussage des hiesigen Zentralbankgouverneurs, die Finanzlage in Luxemburg sei gravierender als diejenige in Griechenland, könne man nur mit einem Kopfschütteln begegnen. Was die Staatsfinanzen anbelange, habe die CGFP Recht behalten mit ihrer Behauptung, Ende 2011 wäre auf Ebene der öffentlichen Verwaltung („administration publique“) das Gleichgewicht wieder hergestellt und nicht, wie von Regierungsseite verlautet, erst 2014. Aufgrund der hohen Fehlerquote bei den Expertenprognosen der letzten Jahre bleibe die CGFP äußerst skeptisch, was die jüngsten düsteren Zukunftsprognosen angehe. Fakt bleibe: Die Staatsfinanzen seien gesund. Dies heiße allerdings nicht, dass es in Luxemburg keine Probleme gebe. Zu den Hauptproblemen zählten nach wie vor die steigenden Arbeitslosenzahlen. Diese Entwicklung sei mehr als bedauerlich und verlange nach wirksamen Antworten.

Dass die Gespräche im Wirtschafts- und Sozialrat nach einem Boykott der Arbeitgebervertreter wieder aufgenommen wurden, nahmen die CGFP-Delegierten zur Kenntnis. Ganz oben auf der Agenda stehe die ganze Problematik rund um den nationalen Wohnungsbau und dessen Auswirkungen auf Bereiche wie Umwelt oder Verkehrsinfrastrukturen. In diesem Zusammenhang wurde auch das Gutachten des Staatsrates zur Thematik „Bëllegen Akt“ erwähnt, das insofern mit der von der CGFP durchgeführten Analyse übereinstimme, als es auch beachtliche Mängel in der Gesetzesvorlage feststelle. Der CGFP-Nationalvorstand seinerseits wies den nun vorliegenden Entwurf einmal mehr als „unsozial“ zurück, „weil diese Regelung eindeutig auf Kosten derjenigen geht, die ohnehin keine Mittel für energetisches Bauen haben.“

Abschließend wiederholte der CGFP-Nationalvorstand seine ausdrückliche Forderung nach einer unverzüglichen Umsetzung des im vergangenen Jahr erzielten Besoldungsabkommens für den öffentlichen Dienst.

s.h.

Manipulation de l'indice: un spectacle affligeant

Le 26 janvier dernier, la Chambre des députés a voté – contre la volonté de ceux qui l'ont élue, l'opposition unanime des syndicats étant là pour le prouver – la loi portant «modulation» (euphémisme s'il en est) de l'indexation des traitements, salaires, pensions etc. Officiellement pour les années 2012, 2013 et 2014, mais en réalité pour bien au-delà et même pour l'éternité puisque, comme il est écrit dans la loi, les compteurs mesurant l'inflation seront remis à zéro lors de l'échéance de la dernière tranche en 2014 – ce qui revient à une perte définitive pour toutes les années qui vont suivre.

Les principaux partis de l'opposition ont oublié ce que ce mot veut dire – ils se sont ralliés à leurs collègues de la coalition au pouvoir. Cela se comprend: ils veulent remplacer le parti socialiste après les prochaines élections et évitent donc d'irriter le parti qui dicte.

Heureusement pour les députés, ils pouvaient se cacher derrière leur parti: ils auraient vraiment vraiment sincèrement voulu voter contre la loi, mais ils étaient bien obligés de suivre les ordres du parti, n'est-ce pas?

Ce spectacle écœurant d'une bonne cinquantaine d'hommes et de femmes avalant sans se poser des questions ce que le grand manitou leur avait pré-mâchouillé me rappelle ces phrases de Guy de Maupassant, publiées dans ses «chroniques littéraires» à la fin du 19^e siècle déjà (comme quoi, rien n'a fondamentalement changé depuis):

«Quand donc fera-t-on de la politique de bonne foi au lieu de faire uniquement de la politique de parti? Jamais, sans doute, car le seul mot «politique» semble être devenu le synonyme de «mauvaise foi, arbitraire, perfidie, ruse» (...).»

Savait-il voyager dans le temps? Car plus loin, il nous donne l'impression d'avoir lui-même assisté à cette séance publique qui n'allait avoir lieu que 130 ans plus tard, puisqu'il écrit:

«une de ces séances qui vous emplissent de colère et de mépris pour la politique et pour tous ceux qui la pratiquent.»

Il n'y a rien à y ajouter, sauf peut-être que les exceptions sont là pour confirmer la règle.

Georges Muller

„D’Fangeren ewech vun eise Pensiounen!“

CGFP entschieden gegen schleichenden Abbau im Pensionswesen



Die Entwicklungen aus den 90er Jahren sollten zugleich eine Warnung für die heutige Regierung und ihre Mehrheitsparteien sein, „dass sie sich etwas Ähnliches nicht noch einmal leisten können“, so CGFP-Generalsekretär Romain Wolff.

Foto: Steve Heiliger

„Wir machen uns auf keinen Fall zum Handlanger einer sozial rückschrittlichen Politik hier im Lande, auch nicht unter dem Deckmantel von EU-konformen OECD-Austeritätsauflagen“, so CGFP-Generalsekretär Romain Wolff am vergangenen 19. März vor einem gut besetzten Saal im früheren „Tramsschapp“ auf Limpertsberg. Zusammen mit sechs anderen Gewerkschaften hatte die CGFP ihre Mitglieder zu einer Protestaktion gegen die Reformabsichten der Regierung in Sachen Rentenversicherung geladen. Allein schon durch ihre massive Präsenz brachten die Manifestanten ihre ablehnende Haltung bezüglich der Gesetzesvorlage für eine rückschrittliche Pensionsreform ganz deutlich zum Ausdruck. Das Motto der Veranstaltung „Nein zu Renten- und Pensionskürzungen“ zog sich denn auch wie ein roter Faden durch die Ansprachen der Gewerkschaftsvertreter.

CGFP-Sprecher Romain Wolff rückte die Veranstaltung gleich zu Beginn seiner Ansprache in den richtigen Kontext: Sie finde statt zu einem Zeitpunkt, wo die Regierungsparteien mit Zustimmung

der größten Oppositionsparteien den Index bis weit über das Jahr 2014 hinaus manipuliert und dadurch die Kaufkraft der Beschäftigten, ob Aktive oder Pensionierte, massiv beschnitten hätten – in einem Augenblick demnach, wo die Regierung eine Reform nach der anderen durchführe, ohne deren Zweckmäßigkeit erst einmal zu prüfen, und wo interessierte Kreise laut, rücksichtslos und in aller Öffentlichkeit massiven Sozialabbau forderten.

Die Protestveranstaltung vom 19. März solle vor allen Dingen die Solidarität und Geschlossenheit, mit der sich die Beschäftigten sowohl des öffentlichen Sektors als auch der Privatwirtschaft gegen Rückschritt und Abbau im Renten- und Pensionswesen zur Wehr setzten, zum Ausdruck bringen. Die massive Präsenz der Manifestanten wertete Romain Wolff als eindeutigen Beweis dafür, dass die soziale Absicherung im Alter ein Hauptanliegen all derjenigen sei, die für Lohn und Gehalt arbeiteten bzw. gearbeitet hätten.

Die Gewerkschaftsvertreter wollten der Regierung deutlich machen, dass

sie nachhaltig am bewährten Generationenvertrag, der die Beschäftigten mit den bereits im Ruhestand befindlichen Kollegen verbinde und der auf Gegenseitigkeit beruhe, festhielten. Schließlich seien es die heute pensionierten Kolleginnen und Kollegen gewesen, die das jetzige Pensionssystem und – damit verbunden – das heutige Pensionsniveau mit der Unterstützung ihrer Gewerkschaften schwer erkämpft hätten. Sie und wir alle verlangten, dass diese hart erarbeiteten Rechte – bedeutsame soziale Errungenschaften – ihnen und ihren Nachfolgern, den heutigen Beschäftigten also, voll und ganz erhalten blieben. Auch sie hätten ein Anrecht auf dieselben Sicherheiten und Leistungen, wie ihre pensionierten Kolleginnen und Kollegen.

Schon deswegen sei es unabdingbar, den politisch Verantwortlichen deutlich zu machen, „dass mit uns kein Sozialabbau zu machen ist“. Ganz im Gegenteil: Aufgabe der Gewerkschaften sei es, den sozialen Fortschritt zu sichern und den Beschäftigten eine bessere Zukunft zu garantieren.

Gerade der öffentliche Dienst habe in der Vergangenheit – unter dem Impuls seiner Berufsorganisationen – im Pensionswesen richtungsweisende Akzente gesetzt, die auch der Privatwirtschaft eine fortschrittliche Entwicklung ermöglicht hätten – und das sowohl was das Rentenniveau als auch den Anpassungsmechanismus betreffe. Gerade in den Jahren 1995 bis 1999 habe der öffentliche Sektor erfahren müssen, was Sozialabbau in Bezug auf die Pensionen bedeute. Es sei einzig und allein darum gegangen, „den einen etwas zu nehmen, um anderen nichts hinzugeben zu müssen“. Und Romain Wolff wörtlich: „Wir haben damals erleben müssen, wie sich eine rückschrittliche Regierungskoalition mit Walze und Bagger durchsetzte und ihre hinterhältigen Absichten trotz gerichtlicher Verurteilung rücksichtslos und unter völliger Mitwirkung ihrer Parteien umsetzte.“

Die Entwicklungen von damals sollten zugleich aber auch eine Warnung vor den heutigen Regierungsabsichten sein. Eine Warnung aber auch für die heutige Regierung und ihre Mehrheitsparteien, „dass sie sich etwas Ähnliches nicht noch einmal leisten können.“

Denn: „Wir alle sitzen in einem und demselben Boot und ziehen am selben Strang.“ Und deswegen sei es von entscheidender Wichtigkeit, die in dieser Frage zustande gekommene Gewerkschaftsfront zu erhalten, um gemeinsame Interessen auch gemeinsam zu verteidigen. Die derzeitige Pensionsordnung habe sich bewährt. Es gebe aber auch überhaupt keinen Anlass, sie in Frage zu stellen oder Änderungen an ihr vorzunehmen. Und wenn später einmal Finanzierungsbedarf bestünde, gebe es mit Sicherheit andere Möglichkeiten, deren Fortbestand sicherzustellen, ohne dabei die gesetzlichen Pensionsregime in einem Hauruckverfahren über Bord zu werfen.

Es könne jedenfalls nicht angehen, so der CGFP-Generalsekretär abschließend, dass die Beschäftigten, ob aus dem öffentlichen oder dem privaten Sektor, für Fehler aufkommen müssten, die wir dem verantwortungslosen Verhalten skrupelloser Spekulanten und Finanzhaie zu verdanken hätten, die – Zitat – den Hals eh nicht voll kriegten und weiterhin massiven Sozialabbau forderten.

Auf Seite der Gewerkschaften jedenfalls bestehe nach wie vor Dialogbereitschaft. Doch wenn die Regierung, gegebenenfalls mit der Unterstützung der Opposition, auf Konfrontationskurs gehen wolle, müsse sie wissen, dass die Gewerkschaften auf eine solche Provokation schnell und energisch reagierten.

Die imposante Protestaktion vom 19. März sollte ihnen allen eine deutliche Warnung sein, ganz nach dem Motto:

„D’Fangeren ewech vun eise Pensiounen! Stopp dem Sozialofbau!“

s.h.

Schnell und übersichtlich informiert:



Unsere
Webseite
www.cgfp.lu

CGFP

Vous avez un Smartphone
ou Tablet Computer?
Alors scannez notre code
et découvrez notre site internet!



Reform des Beamtendienstrechts

CGFP: Anliegen der Fachverbände Rechnung tragen



Foto: Steve Heiliger

Die Reform des Beamtendienstrechts und – damit verbunden – die sektoriellen Forderungen der über 60 CGFP-Fachverbände waren die zentralen Themen einer außerordentlichen CGFP-Vorständekonferenz am Mittwoch, dem 15. Februar 2012. Dabei erhielt die CGFP-Exekutive das ausdrückliche Mandat, die für den öffentlichen Dienst zuständigen Regierungsmitglieder zu einer schriftlichen Stellungnahme zu den über 40

Gesprächsrunden mit den CGFP-Mitgliedsorganisationen aufzufordern, und zwar noch bevor der Gesetzentwurf in der Abgeordnetenkammer hinterlegt wird.

Die auf Drängen der CGFP zustande gekommenen Gespräche zwischen den Beamtenministern und denjenigen CGFP-Fachverbänden, die eine Unterredung beantragt hatten, sind mittlerweile beendet. In der Folge da-

von fordert die CGFP nun, dass deren legitimen Interessen und Forderungen auch Rechnung getragen werde.

Es könne jedenfalls nicht angehen, dass über 40 CGFP-Fachverbände an diesen Unterredungen teilgenommen hätten, ohne dass deren sektoriellen Anliegen nun auch berücksichtigt würden, so die unmissverständliche Botschaft vor der jüngsten CGFP-Vorständekonferenz.

Die sektoriellen Berufsorganisationen werteten die Begegnungen als „ein abschreckendes Beispiel eines nicht gerade konstruktiven Sozialdialogs“. Zwar hätten die CGFP-Mitgliedsorganisationen ihre Belange vorbringen dürfen. Im Ergebnis allerdings hätten sie alles andere als Anerkennung und Genugtuung bekommen. Bis jetzt jedenfalls wäre keiner einzigen dieser berechtigten Forderungen auch nur ansatzweise Rechnung getragen worden, bedauerten die Delegierten.

Die starre Haltung auf Seiten der Regierung sei schlicht inakzeptabel, so der Tenor. Und aus diesem Grunde erging dann auch der Appell an die CGFP-Exekutive, die für den öffentlichen Dienst zuständigen Minister in einem entsprechenden Schreiben zu einer schriftlichen Stellungnahme aufzufordern, was mittlerweile auch passiert ist. Für die CGFP jedenfalls bleibt eine schriftliche Stellungnahme von Seiten der Regierung an die Adresse der CGFP-Fachverbände die einzige Möglichkeit, um den Ernst, mit dem die sektoriellen Belange behandelt würden, erkennen zu lassen.

Sollte dieser Aufforderung nicht nachgekommen werden, wäre das für die CGFP der eindeutige Beweis dafür, dass die Gespräche mit den CGFP-Mitgliedsorganisationen einzig und allein „für die Galerie“ geführt worden seien und somit in krassstem Widerspruch stünden zu der auf Regierungsseite so gerne in den Vordergrund gerückten Dialogbereitschaft.

s.h.

Europäische Union der Unabhängigen Gewerkschaften (CESI)

Neuer Generalsekretär der CESI auf Antrittsbesuch in Luxemburg

Vorbereitungen zur CESI-Fachtagung in Luxemburg laufen auf Hochtouren

„Ich weiß das große Vertrauen, das mir die Europäische Union der Unabhängigen Gewerkschaften entgegengebracht hat, sehr zu schätzen. Als anerkannter und angesehener Dachverband europäischer Gewerkschaften wird die CESI auch künftig die Interessen der Beschäftigten in Europa mit aller Entschlossenheit verteidigen.“

Dies sagte bei seinem Antrittsbesuch in Luxemburg der neue Generalsekretär der CESI, Klaus Heeger. Der in aufgeschlossener Atmosphäre stattgefundenen Gedankenaustausch mit Vertretern von CGFP und FGFC bot gleichzeitig die Gelegenheit zu ersten Vorbereitungen auf die CESI-Fachtagung im kommenden Juni in Luxemburg, zu der über 120 Teilnehmer aus mehr als 30 EU-Staaten erwartet werden.

Seit dem 2. Januar 2012 ist Klaus Heeger neuer Generalsekretär der „European Confederation of Independent Trade Unions“ (CESI). Heeger folgte auf Helmut Müllers, der zum Ende des Jahres 2011 aus dem Amt schied.

Der 1967 geborene Diplomatensohn Heeger wuchs in Deutschland, der Schweiz und der UdSSR auf. Zwischen 1996 und 2002 war Heeger als Mitarbeiter der CESI tätig. Darauf folg-



Der neue Generalsekretär der CESI, Klaus Heeger (2.v.l.), umgeben von (v.l.n.r.) Erny Reuter, Vizepräsident der CESI-Akademie Europa, dem stellvertretenden CESI-Vorsitzenden Romain Wolff und CGFP-Vizepräsident Camille M. Weydert

Foto: Steve Heiliger

ten berufliche Stationen u.a. im Europäischen Parlament und als Unternehmer in Estland. Ende 2012 soll Heeger vom CESI-Kongress in seinem Amt für weitere vier Jahre bestätigt werden.

Als europäischer Dachverband für Gewerkschaftsorganisationen aus zahlreichen europäischen Ländern vertritt die CESI die Interessen von mehreren Millionen Arbeitnehmern.

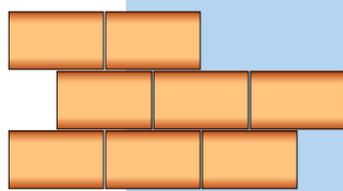
Als anerkannter europäischer Sozialpartner nimmt sie aktiv am Prozess des europäischen sozialen Dialogs teil.

s.h.

CGFP-Baukredit



Ihr Vorteil



Ein **Direkt**-Abschluss
Ihres Bausparvertrages bei
der Oeuvre CGFP d'Epargne-
Logement, der Fach-Einrichtung
der Berufsorganisation der
öffentlichen Funktion, sichert
Ihnen den landesweit schnellsten
und günstigsten Kredit.

Für unverbindliche, vertrauliche
und kompetente Beratung:

Tel.: 47 36 51

CGFP 

StandPunkte

Eines vorweg: Allein schon die Schwierigkeit renommierter Experten, zuverlässige Prognosen zu machen, lässt eins ganz deutlich erscheinen: Niemand weiß mit letzter Gewissheit, wo wir uns in den nächsten Monaten hinbewegen, zu einer Verschlechterung oder einer Verbesserung der wirtschaftlichen Lage.

Inzwischen wurde der Index, mit den Stimmen der Abgeordneten von Regierungs- und den größten Oppositionsparteien, im Parlament, in einem Augenblick von weiterhin hoher Inflation, weit über das Jahr 2014 hinaus manipuliert, was über lange Zeit die Kaufkraft der privaten Haushalte nachhaltig negativ beeinflussen wird.

Ungeachtet dessen hat das Luxemburger Sozialmodell auch schon bessere Tage gekannt. Ein Beispiel: Waren die Forderungen der Patronatsvertreter im Dezember schon so deutlich überzogen, dass die Gewerkschaften nicht anders konnten, als der Dreierkonferenz fern zu bleiben, so scheint das Ende der Fahnenstange noch längst nicht erreicht zu sein. Bester Beweis hierfür sind die jüngsten Aussagen eines hohen Patronatsvertreters, der, ohne mit der Wimper zu zucken, einen radikalen Sozialabbau, auf Kosten des sozialen Friedens, unverhohlen und unverfroren fordert.

In einem Moment, in dem es auf europäischer Ebene so scheint, als ob das Sorgenkind Griechenland zumindest kurzzeitig – ob nachhaltig, wie Verschiedene uns weismachen wollen, wird sich in kürzester Zeit herausstellen – vor dem bevorstehenden Bankrott und denen sich daraus ergebenden Konsequenzen sozialer und finanzieller Natur gerettet werden konnte, ist auf Luxemburger Regierungsseite eine weitreichende Reformitis ausgebrochen, deren Ausrichtung und Zielsetzung selbst verschiedenen Oppositionsparteien in vielen Fällen nicht einmal weit genug gehen.

Dies gilt ganz sicher für die anstehende Reform im Pensionswesen, einer Gesetzesvorlage, die in der CGFP so manche unangenehme Erinnerung an die zweite Hälfte der 90^{er} Jahre weckt, ging es der damaligen Regierung doch vorrangig darum, Sozialabbau zu betreiben, indem sie den im öffentlichen Dienst Beschäftigten etwas wegnahm, nur damit sie den in der Privatwirtschaft Tätigen nichts hinzu geben brauchte. Als „gebranntes“ Kind einerseits, andererseits aber auch aus Solidarität mit den im Privatsektor Beschäftigten, war es für uns daher eine Selbstverständlichkeit, uns am 19. März gemeinsam mit anderen Gewerkschaften an der äußerst erfolgreichen Protestaktion gegen die anstehende Reform zu beteiligen.

Genauso stehen Reformen im Bildungswesen an, die unserer Meinung nach nur eins als oberstes Ziel haben müssen: eine im Interesse der Schüler bestmögliche schulische (Aus)bildung zu gewährleisten. Hierbei versteht es sich von selbst, dass diejenigen, die dies in die Praxis umsetzen müssen, über optimale Arbeitsbedingungen verfügen müssen, um dieses Ziel zu erreichen.

Gewerkschaftsarbeit heißt, sich für die Interessen der Mitglieder einsetzen, Erregenschaften verteidigen, sich den gegenwärtigen und zukünftigen Herausforderungen stellen, und Lösungen für die anstehenden Probleme suchen, finden und durchsetzen. Gewerkschaftsarbeit beinhaltet aber auch die alltägliche Unterstützung und Verteidigung der Schwächeren, die sich nicht wehren können und riskieren, in der heutigen Leistungsgesellschaft, wo kaum noch Platz für den Menschen bleibt, unterzugehen bzw. zu zerbrechen. Gewerkschaftsarbeit heißt aber auch, über den eigenen Tellerrand hinausschauen, analysieren und der allgemeinen Situation Rechnung tragen. Gewerkschaftsarbeit heißt außerdem, Verantwortung übernehmen und verantwortlich handeln, zum Wohl der Mitglieder und der Gesellschaft, in der wir leben.

Seit der Neuordnung der Gewerkschaftsszene im öffentlichen Dienst, die mit der Gründung der CGFP in die Wege geleitet wurde, konnten in allen Bereichen des Staatsdienstes achtbare Erfolge für die Staatsbediensteten erkämpft werden. Diese Erfolge beruhen auf der Weitsicht der Führung der CGFP und den jeweiligen Vorständen der verschiedenen Mitgliedsorganisationen, zur Zeit 63 an der Zahl. Durch diese Aufstellung konnte ein Maximum an Effizienz erzielt werden, indem die sektoriellen- und/bzw. laufbahnbezogenen Fachverbände in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich eine hervorragende Arbeit leisteten. Die einzelnen Laufbahnen konnten durch die besonnene und verantwortungsbewusste Arbeit ihrer Führungsgremien zum Wohl ihrer Mitglieder beachtliche gewerkschaftliche Erfolge erzielen. Die Dachorganisation, die CGFP (Confédération Générale de la Fonction Publique), laut Satzung für die sektoriell und laufbahnmässig übergreifenden, also die generellen Probleme, zuständig, konnte durch ihr pflichtbewusstes und verantwortungsvolles Handeln die soziale Position der Staatsbediensteten in der Gesellschaft erheblich verbessern, ausbauen und festigen. Somit konnte sich die CGFP zu einer starken national repräsentativen durchschlagkräftigen Gewerkschaft entwickeln. Ihr unermüdlicher Einsatz im Interesse ihrer Mitglieder, dem Staat, dem Land und der gesamten Bevölkerung, brachte ihr Respekt und Achtung ein, umso mehr sie sich dem Gemeinwohl verpflichtet fühlt.

Vernünftig, umsichtig, gewissenhaft handeln, besonders in Zeiten sozialer und wirtschaftlicher Probleme, ist das Gebot der Stunde. Wenn soziales Denken immer weiter in den Hintergrund gedrängt wird und von den Arbeitnehmern, zu denen auch die Staatsbediensteten zählen, immer mehr abverlangt wird, ist höchste Wachsamkeit angesagt. Vor dem Hintergrund all dieser negativen Entwicklungen war die CGFP gefordert, Verhandlungen mit der Regierung über eine Neuordnung des Beamtendienstrechts zu führen. Diese grundlegende Überarbeitung des Staatsbeamtensstatuts wurde von der Regierung initiiert, die sich mit aller Gewalt durchsetzen wollte, um ihre zum Teil unvernünftigen Vorstellungen zu verwirklichen. Hartnäckig und entschlossen rang die CGFP um die Wahrung der angestammten Rechte der öffentlich Bediensteten und erreichte, dass die vorgesehenen einschneidenden Maßnahmen in allen Bereichen weitgehend zurückgeschraubt wurden. Besagte Verhandlungen, die sich sehr schwierig gestalteten, mündeten dann in einer Übereinkunft, die am 15. Juli 2011 zusammen mit dem Besoldungsabkommen unterzeichnet wurde. Es bestehen also zwei verschiedene Abkommen, die jedoch von Regierungsseite miteinander verknüpft werden und deren Umsetzung sie makiavelistisch von einander abhängig macht. Noch vor dem jüngsten CSV-

Reformitis



Romain Wolff,
CGFP-General-
sekretär

Und last but not least: die von der Regierung geplante Reform im öffentlichen Dienst. Zwei Jahre sind bereits vergangen, seit ihre kontrovers diskutierte Grundpfeiler zum ersten Mal auf den Tisch unserer Mitgliedsorganisationen kamen.

Nachdem die im Oktober vergangenen Jahres veröffentlichten, über 1000-seitigen Texte nach unserer Überzeugung nicht in allen Punkten dem Verhandlungsergebnis von 2011 entsprachen, hat die CGFP im Januar die Schlichtungsprozedur eingeleitet. Hauptknackpunkte sind beim Schreiben dieser Zeilen weiterhin die Anwärterzeit, während der, ganz im Gegensatz zu ihrer geplanten zeitlichen Ausdehnung, die im INAP vermittelte generelle, theoretische Ausbildung laut vorliegendem Text beträchtlich gekürzt werden soll, was so keinesfalls hinnehmbar ist, sowie der sogenannte Korrektionsmechanismus, der laut unserer Auffassung dazu dienen sollte, finanzielle Verschlechterungen in den jeweiligen Laufbahnen gänzlich auszugleichen.

Neben diesen Punkten von allgemeinem Interesse bleiben die berechtigten Forderungen der CGFP-Fachorganisationen. Sollten denn die während Wochen von den zuständigen Ministern mit ihren Vertretern geführten Gespräche nicht „für die Galerie“ gewesen sein, was nicht zu hoffen wäre, dann muss ihren berechtigten Anliegen noch vor der Hinterlegung einer Gesetzesvorlage im Parlament Rechnung getragen werden.

Um nicht falsch verstanden zu werden: Sinnvolle und zweckdienliche Reformen machen durchaus Sinn, Reformen nur des Reformwillens wegen bringen wenig und werden im Normalfall von den Betroffenen nicht mitgetragen. Gerade davon hängt aber ihr Erfolg wesentlich ab.

Klarer Blick für das Ganze



Camille M.
Weydert,
CGFP-Vize-
präsident

Kongress hat dies der Staatsminister deutlich zum Ausdruck gebracht. Ebenso unmissverständlich ist die Entschlossenheit der CGFP, sich weder unter Druck noch erpressen zu lassen.

Als jedoch später die entsprechenden Gesetzestexte vorlagen, stellte sich heraus, dass sie in einigen wichtigen Aspekten den Abmachungen nicht entsprachen, so dass die CGFP nicht zögerte, angesichts der unnachgiebigen Haltung der Regierung, die Schlichtungsprozedur einzuleiten. Dieses Verfahren läuft zurzeit. Sollte die Regierung ihre Zugeständnisse weiterhin in Frage stellen und nicht mehr zu ihrem Wort stehen, trägt sie die volle Verantwortung für den von ihr provozierten Sozialkonflikt.

Ein weiteres Problem, das sich zu einem handfesten Streitfall zu entwickeln droht, liegt in der bisherigen Nicht-Berücksichtigung, seitens der politischen Führung, der berechtigten Anliegen der spezifischen Fachverbände, für die sich die CGFP besonders stark gemacht hat.

Die CGFP, deren Aufgabenbereich sich satzungsgemäß auf die allgemeinen Interessen der öffentlichen Funktion konzentriert, besteht jedoch mit Nachdruck darauf, dass die auf ihre Initiative hin stattgefundenen Hearings auch zu konkreten Ergebnissen führen und den berechtigten Forderungen der sektoriellen Personalvereinigungen gebührend Rechnung getragen wird.

Wie dem auch sei: Einmal mehr haben die Geschehnisse im Zusammenhang mit der Beamtendienstrechtsreform und den Verhandlungen um die Erneuerung des Gehälterabkommens im Bereich der öffentlichen Funktion bewiesen, welche Bedeutung der allgemeinen Dachorganisation CGFP zukommt, die mit großem Einsatz und Durchsetzungsvermögen die moralischen und materiellen Interessen der Staatsbeamtenschaft wahrnimmt.

In diesem Moment bestätigt sich einmal mehr, dass sich die öffentlichen Bediensteten glücklich schätzen dürfen, über eine alles umfassende Berufsorganisation zu verfügen, die auf nationaler Ebene Repräsentativität, Respekt und Anerkennung genießt und die erforderlichen Mittel und Schlagkraft besitzt, um deren legitimen Interessen erfolgreich wahrzunehmen.

Wie besagt doch zurecht der CGFP-Slogan:

Die CGFP, die einzige gewerkschaftliche Kraft innerhalb der öffentlichen Funktion, die den sozialen Besitzstand verteidigt und den Fortschritt gewährleistet!

Nach der Ersterscheinung Ende Februar 2012:

Breite Zustimmung für fonction publique compact

Große Nachfrage nach einer regelmäßigen Kurzinformation

Im Februar erschien bekanntlich die erste Ausgabe von „fonction publique compact“, einer Ergänzung zu unserem herkömmlichen Presseorgan. Wie der Name es sagt, möchte „fonction publique compact“ Fakten, Zahlen und Hintergrundinformationen in konzentrierter Form, „kompakt“ eben, vermitteln. Mit der Herausgabe von „fonction publique compact“ möchte die CGFP einer steigenden Nachfrage zahlreicher Mitglieder nach einer regelmäßigen Kurzinformation in frischer Aufmachung gerecht werden.

An der Erscheinungsweise von „fonction publique“ wird sich dadurch – wie bereits im Februar angedeutet – nur wenig ändern: Als Hauptpresseorgan der CGFP wird sie künftig im Zwei-Monats-Rhythmus aktuelle Themen ausführlich beleuchten und im Wechselspiel mit einer ansprechenden grafischen Aufmachung darstellen.

„fonction publique compact“ hingegen soll das schnellere Medium sein, das – zwischen zwei Erscheinungsterminen von „fonction publique“ – Informationen kurz und übersichtlich vermitteln möchte.

Erinnert sei daran, dass „fonction publique compact“ nicht nur auf Papier erscheint, sondern auch in elektronischer Form, und zwar im PDF-Format auf unserer Internetseite unter: www.cgfp.lu/documents erhältlich ist. Und wer auf die CGFP-Newsletter abonniert ist (Gratis-Anmeldung unter www.cgfp.lu), wird am Erscheinungstag auch noch persönlich von uns darauf hingewiesen.

Für die zahlreichen positiven Reaktionen nach der Ersterscheinung von „fonction publique compact“ möchten wir uns bei unseren Leserinnen und Lesern ausdrücklich bedanken. Sie sind für uns Ansporn und Auftrag zugleich, auf dem eingeschlagenen Weg fortzuführen. Auf weitere Zuschriften würden wir uns natürlich sehr freuen. Eine kleine Auswahl der bereits bei uns eingegangenen Reaktionen möchten wir im Wortlaut auf dieser Seite veröffentlichen (siehe unten).

Die nächste Ausgabe von „fonction publique compact“ soll im Übrigen schon Ende April, in knapp einem Monat also, erscheinen.

s.h.

„Bravo fir déi flott Opmaachung vun der neier fonction publique compact! Ech si gespannt, wéi den Echo am Allgemengen ass. Perséinlech sinn ech der Meenung, dass eng kuerz a präzis Informatioun méi bréngt wéi laang philosophesch Artikelen.“

E.R.

„Ech fannen de Format flott, handlech a jonk opgemaach an den Inhalt: a) äusserst informativ a b) attraktiv präsentiert.“

M.-C. K.

„Bravo à toute l'équipe du journal pour cette nouvelle publication CGFP sur papier et via internet. Beau format,



très belle présentation et articles succincts. Un mot: Bravo!“

N.Z.

weider a maacht dës Publicatioun an engem rapprochéierte Rhythmus, well et eng Freed ass, fir se ze liesen.“

T.B.

„Ech kann déi ganz Equipe von der fonction publique nëmme félicitéieren fir déi flott opgemaachte, kompakt a percutant Publicatioun, déi sech sécher einfach liest an derbäi nach héich informativ ass. Fuert op alle Fall esou

M.S.

jetzt auch online!

- übersichtlich
- informativ
- prägnant

Kurz: „Kompakt“

<http://www.cgfp.lu/documents>

Wir stellen vor:

Die neue Versicherungsagentur „CGFP Assurances“ und ihr Personal

Viele CGFP-Mitglieder kennen sie seit langen Jahren, oft zwar nur als eine Stimme am Telefon oder als der Name einer Unterschrift. Wer über CGFP-Services günstige Bedingungen für seine Auto-, Feuer- oder Haftpflicht-Versicherung erhalten hat, der kam bewusst oder unbewusst mit den Mitarbeitern von AME Lux in Kontakt.

Hier stellen Arsène Meyers und seine Mitarbeiter Sylvie Luciani und Joe Schmit nämlich bisher die Kundenbetreuung sicher für die Versicherungsdienste, die seit über 20 Jahren von CGFP-Services angeboten werden. Weil die belgischen Eigentümer der AME-Gruppe, die im öffentlichen Sektor aktive Ethias-Versicherung, sich strategisch aber neu ausrichtet und daher nicht länger in Luxemburg tätig sein will, hat CGFP-Services sich einen neuen Versicherungspartner ausgewählt, und zwar die seit über hundert Jahren in Luxemburg tätige Versicherungsgruppe La Baloise, die wir unseren Lesern in einer nächsten Ausgabe näher vorstellen werden.

Vor allem soll die Betreuung der CGFP-Kundschaft straffer organisiert und klarer in der Öffentlichkeit dargestellt werden. Deswegen haben wir zusammen mit der Baloise-Gruppe die neue Versicherungsagentur „CGFP Assurances“ gegründet und ihr eine Zulassung von der Versicherungsaufsicht erwirkt. Diese Gesellschaft wird von Direktor Arsène Meyers geleitet unter Mitwirkung seiner bisherigen Mitarbeiter Mme Sylvie Luciani und H. Joe Schmit.

Die neue Agentur, die ausschließlich alle CGFP-Mitglieder einschließlich ihrer Familien betreut, wird zum 1. Mai operationell sein. Sie lässt sich auf Kirchberg nieder, in dem gleichen Ge-



„CGFP Assurances“ wird von Direktor Arsène Meyers (r.) geleitet unter Mitwirkung seiner bisherigen Mitarbeiter Mme Sylvie Luciani und H. Joe Schmit

Foto: Steve Heiliger

bäude, wo der CGFP-Bausparpartner BHW seine Dienststelle unterhält. Ab diesem Stichtag können alle Anfragen für neue Versicherungen, aber auch alle Schadensfälle an dieser Adresse gemeldet werden. Die genauen Informationen zur Kontaktaufnahme wird „fonction publique“ in seiner nächsten Nummer liefern; sie werden auch rechtzeitig auf unseren Internetseiten veröffentlicht.

Auch im Lebensversicherungsbereich werden ab Anfang Mai die neuen Verträge für Restschuld-Versicherungen, ob für Immobilien- oder für Konsumkredite, wie auch die neuen Zusatzpensionen von der Agence „CGFP Assurances“ mit ihrem Partner Baloise-Vie abgewickelt. Die bestehenden Lebens- oder Sterbensversicherungen (also vor allem

die laufenden Restschuldversicherungen) und Zusatzpensionen verbleiben allerdings bei AME Life Lux. Sie werden aber künftig ebenfalls von der Agentur „CGFP Assurances“ betreut werden.

In dieser Angelegenheit brauchen unsere versicherten Mitglieder keinerlei Schritte zu unternehmen. Zum Stichtag vom 1. Mai wird das Versicherungsportfolio mit den Verträgen der CGFP-Mitglieder von der Versicherung AME Lux an die Gesellschaft Baloise Assurances übertragen, wobei für alle Kunden die bestehenden günstigen Bedingungen integral und unverändert weiterbestehen bleiben.

Vor dem genannten Datum werden beide Versicherungsunternehmen gemeinsam alle Betroffenen genauestens

unterrichten. Die Abtretung der laufenden Policen geschieht mit der ausdrücklichen Genehmigung des staatlichen Versicherungskommissariats, welches dabei von Gesetzes wegen die Wahrung der Interessen des Versicherten sichergestellt hat. Bei der nächsten jährlichen Fälligkeit der Vertragsverlängerung kommen Dokumente und Zahlungsbescheid vom neuen Partner.

In Erwartung der vorbereiteten Veränderung lag uns daran, bereits jetzt die gesamte CGFP-Gemeinschaft mit den künftigen Neuerungen vertraut zu machen und das Personal der neuen Agentur vorzustellen.

CGFP-Services

CGFP-Services

annonce pour mai 2012
l'ouverture de l'agence

CGFP  **Assurances**

Eine Frage, die Sie sich stellen sollten:

Was wäre der öffentliche Dienst ohne CGFP?

Ein Nebeneinander von Einzelgruppierungen, ohne Kraft, ohne Gewicht, ausgeliefert, verschaukelt...

Die Probleme des öffentlichen Dienstes werden nicht durch Einzelgruppierungen gelöst, denen der Sinn für das Ganze, für die Gemeinschaft fehlt, und die den wahren Interessen der Staatsbeamten und -angestellten einen schlechten Dienst erweisen.

Denn was würde eine heillos zerstrittene öffentliche Funktion auf der gewerkschaftlichen Szene gegenüber den großen Verbänden und Blöcken des Privatsektors darstellen, für die die öffentlichen Bediensteten nur Ultrakorporatisten und Privilegierte sind?

Die öffentliche Funktion wäre zur Bedeutungslosigkeit degradiert – ein Schlachtfeld von sich gegenseitig überbietenden Einzelgruppierungen. Sie würde zum Spielball der parteipolitischen und ideologischen Auseinandersetzungen. Dem staatlichen Arbeitgeber hätte sie nichts entgegenzusetzen.

Die CGFP ist die vereinende Kraft, der gemeinsame Nenner aller Staatsbeamten und -angestellten und ihr gewerkschaftliches Zuhause. Eine Kraft, die den sozialen Besitzstand verteidigt und den Fortschritt gewährleistet.

Ja, was wäre der öffentliche Dienst ohne CGFP?



**die einzige gewerkschaftliche Kraft
innerhalb der öffentlichen Funktion**

Politische Debatte auf Abwegen:

Das Problem ist nun das schwache Wachstum

Der neue Wirtschaftsminister und sein Statec-Direktor sind sich uneinig darüber, ob unserem Land 2012 eine Stagnation oder eine Rezession bevorsteht. Die EU-Kommission sagt uns immerhin ein positives Wachstum von +0,7% des BIP voraus, während die jüngste Haushaltsvoraussage einen Rückgang um -0,9% vorsieht. Diese Debatte braucht nicht überbewertet zu werden, wenn man weiß, dass seit Jahrzehnten die ursprünglichen staatlichen Wachstumsprognosen stets durchschnittlich um zwei Prozent unter dem tatsächlichen Ergebnis lagen, so wie dieses im Nachhinein festgestellt wurde.

Aber auch wenn man die amtlichen Vorhersagen für 2012 um den Faktor des politischen Pessimismus bereinigt, verbleibt nur ein Wachstum von maximal 2%, also entschieden zu wenig, um die Arbeitslosigkeit nennenswert zu reduzieren, oder um die sozialen Langzeit-Perspektiven zu verbessern.

Die massive Abbremsung des Wirtschaftswachstums ist also auch in Luxemburg ein eindeutiger Ausgangspunkt, genauso wie die deutliche Verbesserung der Staatsfinanzen. Wer sich vor diesem Hintergrund nun die derzeitige Debatte der Parteien und Fraktionen anhören muss, der greift sich einfach an den Kopf.

Fuß von der Bremse

Der absurde Wettbewerb, wer es schafft, am lautstärksten nach weiteren staatlichen Sparmaßnahmen zu rufen, ist kopflose Schaumschlägerei. Da wird munter drauflos gefordert, bevor man hingeschaut und überlegt hat.

Viele Südeuropäer stehen weiter kurz vor einem Staatsbankrott oder müssen zumindest einen solchen für die absehbare Zukunft befürchten, deswegen ist bei ihnen die Sanierung der Haushaltspolitik zu Recht die Priorität aller Prioritäten. In Luxemburg aber liegen die Dinge wesentlich anders.

Hier ist es derzeit die Konjunktur, die schwächelt, und dem sollte die Politik unbedingt Rechnung tragen, indem sie sich darum sorgt, dass unser Wachstum statt einer harten Landung zumindest eine weiche Landung erhält. Und vor allem aber, indem sie sich daran erinnert, dass bei uns die Arbeitslosigkeit das größte Sorgenkind darstellt und demnach die Priorität aller Prioritäten verdient.

Deshalb Schluss mit der zeitgemäßen Sparmanie. Der anhaltende Budget-Fetischismus ist allein schon deswegen unsinnig, weil in jüngster Zeit die Voraussagen aller Vollzeitpolitiker falsch waren. Die Euro-Politiker, die Finanzspekulanten und die Medienmacher werden den Dauerbrenner der südeuropäischen Staatsverschuldungskrise weiter am Kochen halten, ohne dass der Luxemburger Staat hier direkt eingreifen oder mitwirken kann, abgesehen von der Mitsprache in den EU-Gremien und der Mitfinanzierung der Hilfsmaßnahmen.

Unsere Staatsfinanzen aber sind fundamental in Ordnung. Was an laufendem Defizit verbleibt, ist minimal, angesichts der schwachen Konjunktur. Dieser Umstand aber gibt unserem Staat den haushaltspolitischen Spielraum, um volkswirtschaftlich jene Maßnahmen zu treffen, welche erforderlich und angemessen sind.

Deshalb kann unser Land die derzeitige offensichtliche Konjunkturschwäche aus einer anderen Sichtweise angehen, als die Defizitstaaten dies nolens volens tun müssen. Und diese Chance sollte auch optimal genutzt werden. Was natürlich auch viel parlamentarisches Umdenken erfordert.

Volkswirtschaftlich ist unser internationales Umfeld stark eingetrübt, weil zur-

zeit alle europäischen Partnerstaaten, die südlich oder westlich unseres Landes liegen, eine schrumpfende Kaufkraft aufweisen. Dies ist für Luxemburg jetzt eine deutliche Belastung. Auch wenn man sich seit Jahren nachhaltig darum bemüht hat, die Europa-Lastigkeit unserer Exporte zu reduzieren, bleiben dennoch die meisten Wirtschaftssektoren weiterhin stark abhängig von ihrer EU-Kundschaft.

Die Partnerstaaten, deren Regierungen 20% oder 30% mehr ausgeben, als sie einnehmen, können nichts anderes tun, als einen drastischen Sanierungskurs durchziehen. Jede Kürzung der Staatsausgaben und jede Anhebung der Steuerlast aber komprimiert die Kaufkraft ihrer Haushalte und ihrer Unternehmen. Hier kommt es, abgesehen von einem sozialen Kahlschlag, zu einer konjunkturellen Vollbremsung.

Was haushaltspolitisch unvermeidbar ist, verursacht nun volkswirtschaftlich zum Teil irreparable Schäden. Es geht dabei nicht nur um etwas mehr oder etwas weniger Wachstum oder um einen vorübergehenden Rückgang der Wirtschaft. Während Jahren sitzen in Europa nun viele Millionen Arbeitslose unproduktiv herum: Da ist das auszahlende Arbeitslosengeld noch der kleinste Kostenpunkt.

Gesundshrumpfen ist unmöglich

Alle denkbaren Sparmaßnahmen aber werden Griechenland keinen Aufschwung bescheren, nicht jetzt und nicht in drei Jahren. Gleiches gilt für Portugal, Spanien, Italien, ja auch für Frankreich und Belgien. In dieser Lage ist es klar, dass diese krisenbetroffene Hälfte Europas dringend auf Wachstumsimpulse von außen angewiesen ist.

Die Budgetdefizite in Südeuropa sind natürlich nicht ohne einen Bezug auf die Leistungsbilanzdefizite dieser Region. Über solche Zusammenhänge nachzudenken, aber ist die begünstigte Hälfte Europas offensichtlich nicht bereit. Das übersteigt den ökonomischen Horizont der Biertischredner.

Präsident Obama und die Chinesen liegen jedoch keineswegs zu 100% daneben, wenn sie von den Europäern in ihrer Gesamtheit verlangen, dass sie auch Anstrengungen in Richtung von mehr Wachstum unternehmen sollten. Dies sollten, aus Solidarität gegenüber den südlichen Partnern wie aus Verantwortung gegenüber dem Rest der Welt, vor allem jene Länder tun, die dazu noch in der Lage sind, also beispielsweise die Deutschen und die Skandinavier, aber auch die Luxemburger.

Dass das kleine Luxemburg keinen dramatischen Konjunkturschwung in Europa bewirken kann, das wissen wir alle. Dies aber ist kein Grund dafür, nicht unseren Beitrag zu leisten. Im Konzert der Nationen können wir uns nicht benehmen, als lebten wir auf einer Insel oder hinter dem Mond. Dies tun wir ja auch nicht, wenn es um unseren Nato-Beitrag geht und um Friedensmissionen oder um Katastrophen- und Entwicklungshilfe.

Dem Luxemburger Wort sagte Unctad-Director Professor Heiner Flassbeck im Interview: „Deutschland ist mit Lohndumping Exportweltmeister auf dem Rücken der anderen. Auch der Griechen und anderer Südeuropäer.“ Über Luxemburg schwieg er sich – wohl höflichkeitshalber – aus, obschon unser Positivsaldo der Leistungsbilanz das Doppelte des deutschen darstellt, gemessen an der Größe der beiden Volkswirtschaften.

Allerdings spricht sich in Deutschland mit Arbeitsministerin von der Leyen nun ein namhaftes Regierungsmitglied für

deutlich höhere Lohnabschlüsse aus, und das CDU-Parteiprogramm bricht sogar ein jahrzehntealtes ideologisches Tabu, indem es offen für Mindestlöhne plädiert.

In Luxemburg aber, dem Exportchampion für Dienstleistungen, hat man soeben beschlossen, das Lohnniveau per Indexmanipulation zu senken, und es steht weiterhin ein zu verschärfendes Sozialdumping zur Debatte, unter dem Impuls unseres profitgierigen Patronats und unseres profilierungssüchtigen Zentralbankgouverneurs. Und im Parlament ertönt von fast allen Banken der Ruf nach weiteren Sparanstrengungen.

Für einen positiven Krisenbeitrag

Wenn die Ultraliberalen und Neokonservativen dieses Landes mehr Austerität einfordern, dann tun sie dies angeblich aus Verantwortungsgefühl für das Wohl des Landes, unter dem Vorwand einer bedrohten Wettbewerbsfähigkeit. Sie verschweigen, dass sie sich damit gegen einen Luxemburger Beitrag zur Krisenbewältigung in Europa stemmen.

Niemand fordert hier das kurzlebige Strohfeuer eines billigen, populistischen Konjunktur-Paketes, doch zumindest darf man erwarten, dass der Staat die als notwendig anerkannten Investitionen jetzt zügig wieder aufnimmt und dass das unsägliche Gerede von weiteren staatlichen Sparmaßnahmen ein Ende findet. Denn das ganze Zirkusgehabe um die „Euro“-Krise beweist ja vor allem, welcher verheerende Schaden die politischen Sprücheklopfer anrichten können, indem sie die Bürger, die Unternehmen und die „Märkte“ immer wieder aufs Neue verunsichern.

Wir haben es derzeit mit einer Vertrauenskrise zu tun. Da ist der gesamte parteipolitische Zank in Parlament und Presse eine Verantwortungslosigkeit sondergleichen. Der inszenierte Wirtschaftspessimismus der vereinigten Spar-Apostel ist unerträglich, wenn man die Fakten beachtet statt die Fedil-Propaganda.

Gewiss, unsere Politiker reden viel mehr von den Spar-Anstrengungen als dass sie sich um deren konkrete Umsetzung bemühen würden. Rassel gehört zu ihrem Geschäft. Wollten sie nämlich wirklich sparen, könnten sie dies still und leise, ohne große Sprüche, in die Wege leiten, etwa bei der Parteien-, der Wahlkampf- und der Pressefinanzierung oder beim riesigen Propagandaaufwand der Regierung. Das tun sie aber nicht.

Um nur ein Beispiel staatlicher Verschwendungssucht anzuführen. Wie viele Millionen Euro im Jahr verschlingen denn die seit einer Reihe von Jahren unternommenen Anstrengungen, rund hundert Länder der Dritten Welt dazu zu bringen, Luxemburg kurzzeitig (zu Lasten Australiens) einen Sitz im UN-Sicherheitsrat zu sichern?

Die Forderungen aber nach einer Indexmanipulation per Warenkorb-Veränderung, nach einer Nichtumsetzung des Lohnabkommens im öffentlichen Dienst oder nach einer Wiedereinführung der Krisensteuer sind Ausdruck eines gänzlich verantwortungslosen Benehmens, wenn man weiß, dass Europa in seiner Gesamtheit zurzeit jeden Wachstumsimpuls braucht, den es haben kann, und wenn man die Lage Luxemburgs richtig und genau analysiert.

Zurück zu den Tatsachen

Die Luxemburger Wirtschaft erzeugt jahraus, jahrein einen massiven strukturellen Überschuss der Leistungsbilanz, in den letzten 15 Jahren in Höhe von 5% bis 13% des Bruttoinlandsproduktes (BIP). Das ist verhältnismäßig mehr als der derzeitige Überschuss von

Deutschland und von China, der in beiden Fällen derzeit 4% des BIP erreicht. Die verlorene Wettbewerbsfähigkeit unserer Unternehmen ist somit reine Patronatspropaganda im Kampf gegen die Lohnindexierung und den Mindestlohn.

Haushaltspolitisch hat Luxemburg seit Schaffung der Maastricht-Defizitregeln diese nicht ein einziges Mal verletzt. Auch weiterhin weist es eine Staatsverschuldung aus, die zu den niedrigsten in Europa und in der Welt zählt. Letztes Jahr überstiegen die tatsächlichen Staatseinnahmen die Erwartungen des Haushaltsgesetzes um 5% und die Vorjahreszahlen sogar um 10%. Das in der Finanzkommission des Parlamentes gesichtete Zwei-Milliarden-Budgetloch aber erwies sich als eine Zwillingsschwester des Loch-Ness-Monsters.

Traditionell kennt unser Land, über alle Konjunkturschwankungen hinweg, ein Wirtschaftswachstum in doppelter Höhe der europäischen Entwicklung. Im Gegensatz zu den rückläufigen, stagnierenden oder allenfalls minimal wachsenden Beschäftigungszahlen in den meisten Ländern Europas, verzeichnete Luxemburg in den letzten 15 Jahren einen Aufschwung der Beschäftigtenzahl um 74% von 215.000 im Jahre 1995 auf 374.000 im Jahre 2010. Und die Zahl der Ausländer auf unserem Arbeitsmarkt hat sich in 30 Jahren sogar verfünffacht, von 50.000 auf 250.000.

Diese Entwicklung entlarvt alles Geschwafel über die erschlafte Attraktivität unseres Wirtschaftsstandortes als irreführende Propaganda frustrierter Industrieller, die nicht länger unsere Wirtschaft dominieren. Strukturell ist Luxemburg solide aufgestellt, mit soliden Staatsfinanzen und einer fundamental umgekrempelten und zukunftsorientierten Volkswirtschaft.

Schluss mit dem Unsinn

Deshalb sollte unser Staat die Konjunkturpolitik betreiben, die unser Land braucht und die unsere europäischen Partner von uns erwarten dürfen. Wenn die EU aber nicht den Weg aus der derzeitigen Dauerkrise findet, haben auch wir Luxemburger dadurch ein wachsendes Problem.

Weil sich bei uns der Schaden durch die Krise bisher in Grenzen gehalten hat, sind viele, die laut mitreden, sich dieser Tatsache nicht bewusst. Die Regierungsspitze wohl, die übrige Politik aber offensichtlich zu einem erheblichen Teil nicht.

Die ganze verbale Kraftmeierei nach dem Motto „In diesem Land wird nicht regiert!“, all das Geschwafel über eine zu lasche Budgetpolitik, über inexistente Milliardenlöcher beim Staat und über die zwingende Notwendigkeit weiterer dramatischer Sparmaßnahmen sind ein unverantwortliches Benehmen, das ablenkt von der Notwendigkeit, nun wieder einen expansiveren Kurs zu fahren.

Den brauchen wir, einerseits, weil die konjunkturelle Lage und nicht zuletzt unser desolater Arbeitsmarkt es verlangen, und andererseits, weil es die gesamteuropäische Solidarität wie auch die längerfristigen Interessen unserer Exportwirtschaft erfordern.

Deshalb müssen die Sparmanie und der Ruf nach Sozialabbau endlich ein Ende haben. Die CGFP fühlt sich darin bestätigt, den Patronatsforderungen zu widersprechen, und auch weiterhin alles zu unternehmen, um die irregeleiteten Politiker daran zu hindern, sich zu profilieren mit einseitigen Sparmaßnahmen auf dem Buckel der schaffenden Menschen und der Beschäftigten des öffentlichen Dienstes.

Eine sehr kostspielige Nestbeschmutzung

In einem der kleinsten Länder der Welt muss die Regierung viel Geld in die Hand nehmen, sehr, sehr viel Geld, unverhältnismäßig viel Geld, um ihr Territorium außerhalb des eigenen Kontinents bekannt zu machen und um es im nahen und fernen Ausland in ein positives Licht zu rücken. Man will Kunden und Geschäftspartner ansprechen, Investoren und Käufer anlocken, sich als attraktiven Wirtschaftsstandort und als leistungsfähige Drehscheibe anpreisen.

Man designt attraktive Internetauftritte und verlegt bunte Broschüren: LuxembourgForBusiness, LuxembourgForFinance, LuxembourgForICT. Unter dem Titel „Why Luxembourg?“ kann die Welt nachlesen, wie attraktiv und kompetitiv wir sind (während wir feststellen, dass das innenpolitische Fedil-Gejammer nichts als eine Lüge ist).

Der Staat bezahlt unseren Exporteuren Stände auf allen ausländischen und internationalen Ausstellungen, unterhält Vertretungen an allen Brennpunkten der Weltwirtschaft, finanziert monatlich Werbetouren und Roadshows nach überall. Die zuständigen Minister geben ihr Bestes, und das Herrscherhaus wird massiv eingespannt in die nationale Werbung.

Ein Riesenaufwand. Nein, hier sollen die Anstrengungen des Staates zur wirtschaftlichen und finanziellen Standortpolitik weder als solche kritisiert, noch in ihrer Vorgehensweise miesgeredet werden. Aus gegebenem Anlass muss aber auf das Ausmaß dieser Anstrengungen hingewiesen werden, zumal die Patronatsvertreter stets so tun, als seien sie es, die das Wirtschaftswachstum herbeiführten, während in Wirklichkeit der Steuerzahler die ganz Show finanziert.

Viel Steuerzahler-Geld? Ja, allein im Budget des Finanzministeriums steht in einer einzigen Zeile der Betrag von 2 Millionen Euro für Werbung im Interesse des Finanzplatzes bereit, mit dem bedeutsamen Zusatz „*crédit non limitatif et sans distinction d'exercice*“. Im Haushalt des Wirtschafts- und Außenhandelsministeriums sind die vergleichbaren Mittel auf mehrere Posten verteilt, die zusammen anderthalb Millionen Euro betragen. Und der prospektierenden Ministerien gibt es ja noch mehr. Zu diesen Propagandamitteln kommen dann noch die Betriebskosten der eingespannten nationalen Außenstellen quer über den Globus hinzu.

Wir wissen sehr wohl, dass der soziale Fortschritt nicht ohne das wirtschaftliche Gedeihen der zukunftsorientierten Sektoren möglich ist, weswegen auch der angesprochene Regierungsaufwand hier nicht kritisiert werden soll. Was

aber nicht hingenommen werden kann, ist die Tatsache, dass angesichts dieser enormen Anstrengungen, für die wir aufkommen müssen, der Luxemburger Staat sich gleichzeitig eine schrille Gegenpropaganda leistet, zum Schaden von uns allen.

Gemeint sind die schrägen Töne unseres Zentralbankgouverneurs, der sich nicht nur im Inland wie ein straffreier Hofnarr aufführen darf, sondern nun zwecks internationaler Profilierung dazu übergeht, das eigene Nest im Ausland zu beschmutzen. Wobei einmal mehr auf die extremistischen Einschätzungen von verbohrteten Ideologen übelster Art zurückgegriffen wird (siehe den vorstehenden Artikel).

Wenn ein belgischer Zeitungsleser ein Interview mit einem Zentralbankgouverneur liest, so geht er normalerweise davon aus, dass er es dabei mit einer ernsthaften Person zu tun hat, die wohlüberlegte Gedanken ausdrückt und ein korrektes Bild über die angesprochenen Themen liefert. Wenn er dann also liest: „*Je rappelle que le Luxembourg affiche l'une des dettes implicites les plus élevées de la zone euro ...*“, dann fragt sich der belgische Zahnarzt, jener sprichwörtliche Liebling unserer Banker, ob er nicht seine Spargroschen schnellstens aus diesem Sumpf abziehen soll.

Neben der Verschuldung Luxemburgs in Höhe von über 1000% des Bruttoinlandsprodukts geht hier die Rede von einem „*déni des réalités économiques*“, also einem wirtschaftlichen Realitätsverlust der Luxemburger und ihrer Regierung, von Immobilismus und vom Unvermögen, zwingend erforderliche und tiefgreifende Reformen schnell und nachdrücklich anzugehen.

Hier entsteht generell das Bild eines Landes Luxemburg, das unweigerlich unter die Räder kommt, weil es sich dem erforderlichen Sozialabbau verschließt. Originalton des Gouverneurs in seinem „Libre Belgique“-Interview vom 11. Februar: „... *il est inquiétant de constater que depuis l'introduction de l'euro le Luxembourg a, en termes d'augmentation des coûts salariaux unitaires, dépassé la Grèce et tous les pays qui sont actuellement en proie à de graves difficultés.*“

Anders ausgedrückt: „*Liebe Investoren, haltet euch fern von diesem Irrenasyl.*“ Wir fragen uns, ob trotz aller Sparankündigungen, die Regierung nun ihre Propagandaausgaben ausdehnen wird, um die Scharte auszuwetzen, oder ob sie endlich etwas unternimmt in Sachen Gouverneur.

Wachstumsrate des letzten Jahres waren, geschweige denn, wie sie dieses Jahr sein werden. Aber wo genau wir 2060 wirtschaftlich und finanziell stehen, das lässt sich problemlos prophezeien, bis auf ein paar Dezimalstellen hinter dem Komma.

Spinndoktoren am Werk

Unsere Presse und unsere Parlamentarier hören kritiklos auf den „*unabhängigen*“ Zentralbank-Vordenker. Dieser unterstützt die Forderungen der Reichen, indem er scheinbar beeindruckende Studien ausländischer Experten zitiert, deren komplexen Berechnungen unsere Lage angeblich mit der nötigen Distanz und Abgeklärtheit bewerten. Und so „*beweist*“ die reine Wissenschaft alles

das, was wir angeblich in unserer Befangenheit und Voreingenommenheit selbst nicht erkennen können, nicht erkennen wollen, nicht zu erkennen bereit sind.

Wie bitte? Unser Volk hängt Illusionen an und will partout nicht einsehen, weshalb man ihm angesichts unserer Prosperität den Gürtel enger schnallen muss? Die normale Propaganda via Pressekonferenzen und Medien reicht nicht aus, um die Regierung weich zu kriegen? Die Gewerkschaften knicken nicht ein in der Tripartite? Da muss dann eben von den Lobbyisten propagandistisch etwas weiter ausgeholt werden. Man bemüht die angeblichen universellen Gesetze der Wirtschaft, die diversen internationalen Organisationen, und vor allem schaltet man die reine Wissen-

schaft der Think-Tanks ein, um die Dinge grundlegend zu klären.

Mit Machwerken wie dem hier besprochenen soll den Luxemburgern vermittelt werden, dass nur fremde Experten ihnen sagen können, wo sie stehen und wie es mit ihnen weiter gehen kann. Was unser Land braucht, welche leidvollen Auswege es überhaupt noch hat, welche Lösungen sich die Luxemburger noch erwünschen dürfen, was uns als Volk noch erlaubt ist zu erwarten.

Hier geht es um nichts weniger als um das diskrete Ersetzen der Demokratie durch die Technokratie. Alles Heil kommt von den Wissenschaftlern. Wir brauchen einfach nur auf jene zu hören, die man uns als Experten präsentiert. Wir brauchen nur an die absolute

Wahrheit zu glauben, an die Neutralität der Wissenschaft, und schon ist unser Glück gesichert!

Es ist einfach erschreckend, wie diese wirre Story von der expliziten Staatsschuld in der öffentlichen Meinung herumgeistern kann, ohne dass man sie ernsthaft hinterfragt. Ohne dass einer der vielen Meinungsmacher sich irgendwo erkundigt, wer es denn ist, der diesen Unsinn zusammengeschustert hat, wer ihn bestellt und wer ihn bezahlt hat.

Durch ihr nachlässiges Benehmen in diesem konkreten Fall werden unsere Politik und unsere angeblich so unabhängige Presse nicht glaubwürdiger bei den Bürgern.

t.

Tutti-Frutti-Rundfunk

Die per Lastenheft zu politischer und ideologischer Neutralität verpflichteten Journalisten des hiesigen Bertelsmann-Radios lassen sich nicht daran hindern, in freien Kommentaren gegen die im öffentlichen Dienst ausgehandelten Lohnanpassungen zu hetzen und sich, in traurem Einklang mit den größten Oppositionsfraktionen des Abgeordnetenhauses, für deren parlamentarische Nicht-Umsetzung stark zu machen.

Wir könnten ja durchaus noch Verständnis dafür aufbringen, wenn die RTL-Leute eine öffentliche Debatte über ihren eigenen Kollektivvertrag und über die Arbeitsbedingungen in ihrem Hause beginnen würden. Aber das tun sie nicht, denn so weit reicht ihre journalistische Freiheit offensichtlich nicht. Wenn sie aber nun ungefragt die Entscheidungsträger des Staates zu bevormunden versuchen, so wagt es keine amtliche Stelle, die verschrobene Meinungsmacher zur Ordnung zu rufen.

Also gehen diese noch einen Schritt weiter. Nun tönt es, die jetzt geplante Wiedereinführung der Krisensteuer zum 1. Januar 2013 (Haben wir hier eine wichtige Nachricht verpasst???) sei ja vor allem erforderlich zur Finanzierung dieser verrückten Gehaltserhöhungen zugunsten der Staatsbediensteten. Und wieder reagiert keine amtliche Stelle dazu. Offensichtlich kommt diese Volksverhetzung den beamtenfeindlichen Kreisen in Regierung und Majorität nur ganz gelegen.

Das immer lustigere Infotainment, das uns die Hörigkeit der hiesigen Ra-

diomacher gegenüber Einschaltquoten beschert, schaut in letzter Zeit öfter „dem Volk aufs Maul“. Ober besser gesagt, man hält an jeder Straßenecke dem Menschen das Mikro entgegen.

Die Eseleien, die dabei zuweilen verzapft werden, schreien kontinuierlich nach Richtigstellungen durch einen Moderator. Darauf aber wartet man meistens vergebens. Zuweilen wohl auch, weil die Radiomacher selbst keinen Durchblick der politischen und sozialen Zusammenhänge haben oder nicht die notwendige Zeit erhalten, um sich diesen zu verschaffen.

Da hört man dann beispielsweise zum Rententhema einen Anrufer verkünden, einen Reformbedarf gebe es ja nur, weil die Jugendlichen, statt sich mit 16 oder 17 einen Arbeitsplatz zu suchen, bis 26 oder 27 an der Schule herumhängen. „*Einfach egal wat!*“. Kein Schwachsinn ist offensichtlich zu doof, um nicht zur Belustigung des Publikums ausgestrahlt zu werden.

Die Medien mögen wenig dazu taugen, das Bildungsniveau zu heben. Aber dürfen sie deshalb uneingeschränkt zur Volksverblödung ausgenutzt werden? Haben wir denn kein Recht mehr auf eine ordentliche und objektive Berichterstattung? Ihre politischen Privatmeinungen sollten die RTL-Leute für sich behalten, besonders wenn sie auf persönlichen Vorurteilen und auf Falschinformationen beruhen.

g



- **parteilos unabhängig**
- **ideologisch neutral**
- **repräsentativ**
- **dynamisch**
- **erfolgreich**
- **28 000 Mitglieder**

Ihre Berufsvertretung

„fonction publique“-Themenreihe

„Rêveries du promeneur solitaire“

Ein Plädoyer für unabhängiges Denken



„Die Herausforderung muss darin bestehen, ‚zusammen allein sein zu können‘, d. h. Diversität, Meinungsverschiedenheit, Perspektivenvielfalt und Individualität innerhalb einer Gruppe zu akzeptieren und konstruktiv anzuwenden“, schreibt Claude Heiser, Erster Vizepräsident der CGFP.

Am Ende seines Lebens, nach einer langen Krise, die durch die Überzeugung hervorgerufen worden war, von Menschen verfolgt zu werden, die weder ihre Identität noch ihre Anklagen preisgaben, begann der 64-jährige Jean-Jacques Rousseau mit der Niederschrift der Gedanken und Träumereien, zu denen er auf seinen einsamen Spaziergängen inspiriert worden war. In der ersten *Promenade* seiner *Rêveries du promeneur solitaire* stellt der französische Philosoph fest: „Me voici donc seul sur la terre, n'ayant plus de frère, de prochain, d'ami, de société que moi-même [...] J'aurais aimé les hommes en dépit d'eux-mêmes. Ils n'ont pu qu'en cessant de l'être se dérober à mon affection.“ Dieses Bedauern, allein auf Erden und jedweden menschlichen Kontakts ledig zu sein, sowie der Wunsch, sich als Mensch unter Menschen zu befinden, zwingen ihn letzten Endes zur Konfrontation und Auseinandersetzung mit dem eigenen Ich, zur Ich- und Identitätssuche: „Mais moi, détaché d'eux et de tout, que suis-je moi-même? Voilà ce qui me reste à chercher.“ Die Haltung, der durch diese die *Rêveries* einleitenden Gedanken Ausdruck verliehen wird, zeugt bereits von höchster Ambivalenz: Zum einen leidet der Mensch unter der Einsamkeit und Abwesenheit von Gesellschaft und Geselligkeit, zum anderen aber erlaubt ihm dieses Auf-sich-alleine-gestellt-Sein, sich auf sein eigenes Ich, seine innere Stimme, seine Gedanken vollends zu konzentrieren, eben frei von jedweder Beeinflussung und Manipulation

durch äußere Faktoren *unabhängig zu denken*. Da der Mensch von Natur aus aber ein gesellschaftliches oder auf Mitmenschen angewiesenes Wesen ist, drängt sich die Frage auf, ob das Individuum überhaupt dazu fähig ist, eigenständige Gedanken zu fassen und autonome Entscheidungen zu treffen.

Die Geburt des Subjekts und seine Rückkehr ins Kollektiv

Es wird von einer regelrechten „kopernikanischen Wende“ der Denkart gesprochen, als im 18. Jahrhundert die europäischen Aufklärer, allen voran der Franzose René Descartes, die Welt anthropozentrisch verstehen und das Individuum in den Mittelpunkt der Existenz rücken. Denken, das auf Skepsis und Zweifel beruht, wird fortan als Seinsbedingung postuliert: „Dubito ergo cogito ergo sum.“, lautet die bahnbrechende kartesianische Erkenntnis. Durch seine Denkfähigkeit, und nur durch diese existiert der Mensch. Der Königsberger Philosoph Immanuel Kant ergänzt diesen Grundsatz in seiner Definition der Aufklärung mit dem Aspekt der *Eigenständigkeit*, denn unmündig sei derjenige, der „sich seines Verstandes ohne Leitung eines anderen“ nicht zu bedienen vermöge; es folgt die Aufforderung: „Habe Mut, dich deines eigenen Verstandes zu bedienen!“ (Immanuel Kant, *Was ist Aufklärung?*) Der durchaus positive Befreiungsakt der Aufklärung lässt sich somit durch zwei Schlüsselbegriffe zusammenfassen: Subjekt und unabhängiges Denken.

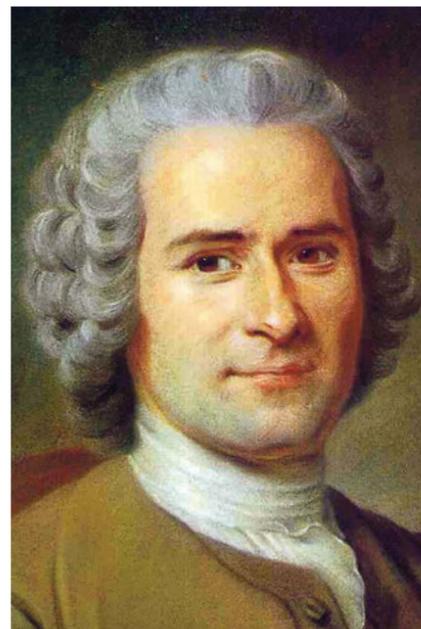
Doch spätestens seit dem Beginn der Moderne um 1900 müssen wir eine erste Etappe dessen feststellen, was Adorno und Horkheimer als „Dialektik“ der Aufklärung bezeichnet haben, nämlich die Vorrangstellung der Vernunft und des Rationalen, des Subjektivismus und der Individualität, die zur Egozentrik, zur Entzauberung und Entmythisierung der Welt und schließlich zur Vereinsamung des Einzelnen führen: „Seit je hat Aufklärung im umfassendsten Sinn fortschreitenden Denkens das Ziel verfolgt, von den Menschen die Furcht zu nehmen und sie als Herren einzusetzen. Aber die vollends aufgeklärte Erde strahlt im Zeichen triumphalen Unheils. Das Programm der Aufklärung war die Entzauberung der Welt. Sie sollte die Mythen auflösen und Einbildung durch Wissen stürzen.“ (Adorno/Horkheimer, *Dialektik der Aufklärung*) Doch dem Menschen, als Subjekt zum Herrn der Schöpfung geworden, wurde keineswegs die Furcht genommen, sondern diese wurde durch eine existentielle Angst ersetzt, die auf die eigens hervorgerufene metaphysische Leere zurückzuführen ist. Die Menschen haben, so Nietzsche, ihren Gott selbst getötet, und die sinnentleerte Welt auszuhalten, gesteht der Philosoph mit dem Donnerwort nur einigen „Übermenschen“ zu, die sich selbst genügen, während die große Masse der Herdenmenschen sich un-

zu teilen vermögen, führt dazu, dass Eindrücke und Probleme im eigenen Inneren nicht psychisch verarbeitet werden und somit länger und intensiver im Subjekt wirken. Thomas Mann schreibt diesbezüglich in seiner Künstlernovelle *Der Tod in Venedig*: „Die Beobachtungen und Begegnisse des Einsam-Stummen sind zugleich verschwommener und eindringlicher als die des Geselligen, seine Gedanken schwerer, wunderlicher und nie ohne einen Anflug von Traurigkeit. Bilder und Wahrnehmungen, die mit einem Blick, einem Lachen, einem Urteilsaustausch leichthin abzutun wären, beschäftigen ihn über Gebühr, vertiefen sich im Schweigen, werden bedeutsam, Erlebnis, Abenteuer, Gefühl.“ Das Ergebnis dieses ersten Abenteuers der Subjektivität und Selbstbestimmung ist die Rückkehr der „Viel-zu-vielen“ ins Schutzgebietende Kollektiv, denn...

Gemeinsam sind wir stark?

Individualismus und Subjektivität, Eigenständigkeit oder vielmehr *Eigenbrötlei* werden heutzutage nicht mehr hoch geschätzt; vielmehr häufen sich Erfolg versprechende Methoden wie „Teamwork“, „Gruppenarbeit“, „Peergroup“ usw. Am Anfang dieser Entwicklung steht der amerikanische Unternehmer Alex Osborn, der mit seinem Bestseller *Your Creative Power* (1948) die Patentlösung für den vor allem geschäftlichen Erfolg gefunden zu haben glaubt: das *Brainstorming*. Je mehr Menschen zusammen denken, sich spontan äußern und weder Kritik noch negative Rückmeldung zu befürchten haben, umso besser *scheint* das Ergebnis, der Ideenreichtum, die Produktivität. Ob wir es mit Staaten zu tun haben – so lautet zum Beispiel das Motto des belgischen Königreichs „l'union fait la force“ –, mit Unternehmen oder kleineren Gruppierungen, Gemeinsamkeit und Zusammenschluss versprechen Stärke und Erfolg, da sie eine einheitliche Identität suggerieren, eine sogenannte „corporate identity“, die auf der Annahme gründet, soziale Systeme wie Unternehmen könnten wie Personen wahrgenommen werden und ähnlich handeln: Gruppen von einzelnen Menschen werden zu einem personalen und psychisch einheitlichen Akteur, der sich durch ein uniformiertes Handeln, Sprechen und einen spezifischen Charakter kennzeichnet. Die Perspektivenvielfalt der einzelnen Mitglieder eines Teams erlaubt „eine komplexere, vielfältigere und kritischere Prüfung und Beurteilung von Handlungsalternativen.“ (Klaus Watzka, *Groupthink. Das Phänomen der Fehlentscheidung*, in: die bank. Zeitschrift für Bankpolitik und Praxis 12/2008) Doch drängt sich die Frage auf, inwiefern ein dieser Methode inhärenter Konformismus in eine Gleichschaltung im Denken ausartet. Ist eigenständiges Denken überhaupt innerhalb einer Gruppe möglich?

Fest steht, dass das Denken aller Menschen durch den Druck, sich anzupassen, beeinflusst wird; so unterwerfen wir uns beispielsweise gängigen Wertvorstellungen, Dogmen, Verhaltensweisen, um nicht ausgeschlossen zu werden. Dem Neurowissenschaftler Gregory Berns der Universität Emory zufolge wird ein Kerngebiet des Gehirns, die Amyg-

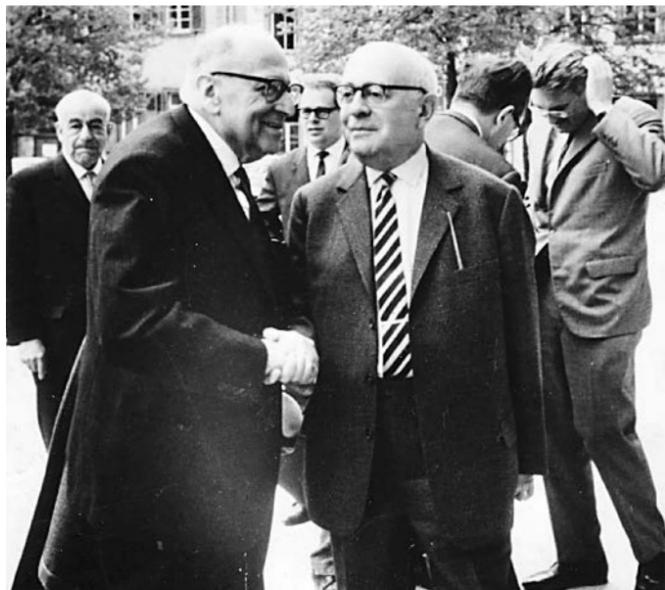


Jean-Jacques Rousseau – Der Wunsch, sich als Mensch unter Menschen zu befinden, zwingt ihn letzten Endes zur Konfrontation und Auseinandersetzung mit dem eigenen Ich.

ter der Führung eines Hirten zusammenrottet. Der moderne Mensch, auf sich allein gestellt, unabhängig und autonom, muss die doch desolante Feststellung machen, dass er der Aufgabe, sich selbst zu bestimmen, selbständig zu denken und eigenständig Entscheidungen zu treffen, oft nicht gewachsen ist. Die Welt wird, so Nietzsche, zu einem „Tor/ Zu tausend Wüsten stumm und kalt/ Wer das verlor,/ Was du verlorst, macht nirgends halt.“ (Nietzsche, *Vereinsamt*) Neben dieser Desorientierung charakterisiert sich dieses befreite, und doch durch seine Befreiung in seinem eigenen Ich gefangene Subjekt durch (Entscheidungs-)Schwäche, Velleität, Angst und Traurigkeit. Sich nicht mitteilen zu können, seine Gedanken und Ängste mit einem anderen nicht

CGFP

**Votre assurance
professionnelle**



Max Horkheimer und T. W. Adorno: „Das Programm der Aufklärung war die Entzauberung der Welt.“

dala, aktiviert, sobald ein Einzelner sich vom „common sense“ einer Gruppe distanzier. Die Amygdala steht in unmittelbarer Verbindung mit der Angst vor Ablehnung („fear of rejection“), so dass Berns vom „Schmerz der Unabhängigkeit“ („pain of independence“) spricht. (vgl. Susan Cain, *The Rise of the New Groupthink*, in: The New York Times, 13.1.2012) Susan Cain bemerkt, dass Mitglieder einer Gruppe „instinctively mimic others' opinions and lose sight of their own; and, often succumb to peer pressure.“ (ebd.) Gleichgeschaltetes, uneigenständiges und unkritisches Denken aus Gruppenzwang und aus Angst, belächelt oder abgelehnt zu werden, laufen also Gefahr, in eine ausgeprägte Starrheit, in Irrationalität, Fehlentschlüsse und falsches Handeln auszuarten; dass Gemeinsamkeit notgedrungen stärker mache, sei insofern in Zweifel gezogen, als der Einzelne eher geschwächt wird und sich dem „Gruppendenken“ unterwerfen muss.

Groupthink – ein bedenkliches Phänomen

In Anlehnung an George Orwells Neologismus „doublethink“ aus dessen Dystopie 1984 bezeichnet der Psychologe Irving Janis 1972 das Gruppendenken als „Groupthink“, d.h. als „Denkmodus, den Personen verwenden, wenn das Streben nach Einmütigkeit in einer kohäsiven Gruppe derart dominant wird, dass es dahin tendiert, die realistische Abschätzung von Handlungsalternativen außer Kraft zu setzen.“ (Irving Janis: *Victims of Groupthink. A Psychological Study of Foreign-Policy Decisions and Fiascos*) Demzufolge treffen an

sich kompetente Personen schlechte und falsche Entscheidungen, weil jeder Einzelne die eigene Meinung der vermuteten Gruppenmeinung anpasst und Lösungen, Handlungen, Kompromissen zustimmt, die er unter normalen Umständen ablehnen würde. Historische Beispiele dieses Phänomens finden wir im Nationalsozialismus, bei der Schweinebucht-Invasion und beim Vietnamkrieg. Beweggründe, die zu diesem Gruppendenken führen, sind u. a. die illusorische Überzeugung, innerhalb einer Gruppe unverwundbar zu sein, fehlende Objektivität, Konformitätsdruck und Stigmatisierung Andersdenkender, naiver Optimismus und der Glaube an die Moralität des eigenen Handelns.

Das Arbeiten in einer Gruppe vermag also sehr schnell zu einer Gleichschaltung im Auftreten, Denken und Handeln zu führen. Zu verheerenden Konsequenzen haben – so wird wenigstens berichtet – beispielsweise übertriebener Konformismus und Groupthink während der Katastrophe vom 11. September 2001 geführt: Sogar in dieser Grenzsituation hätte die Mehrheit der Büroangestellten des Südturms die Aufforderungen der Lautsprecheransagen, Ruhe zu bewahren und an ihrem Arbeitsplatz zu bleiben, befolgt. Angeblich hätte es weniger Tote gegeben, wenn jeder Einzelne auf seine eigene Stimme gehört und das Gebäude sofort verlassen hätte.

Groupthink wird unter anderem auch im Phänomen der gemeinsamen Sprache deutlich: So stellen wir insgesamt in der postpostmodernen globalisierten, und insbesondere in der von der freien Marktwirtschaft gesteuerten Gesellschaft eine neue erschreckende Eindeutigkeit der Sprache fest. In seinem Artikel *Die Sprachgewalt der Wirtschaft. Der Kapitalismus nach 1989 zeigt einen Willen zur totalen Sprache* weist Urs Widmer auf sehr überzeugende Weise, wie die Sprache ihrer Vielfalt und Ambivalenz sowie ihres Reichtums beraubt wird. Militärisches Denken und Sprechen sei in der neuen Ökonomie allgegenwärtig: „Der Satz ‚Follow me or get out of my way‘ gehört zum Standardrepertoire heutiger ‚Entscheider‘, die ihren totalen Führeranspruch gern als ‚Leadership‘ bezeichnen.“ (in: CICERO. Magazin für politische Kultur 7/2007) Autonomes Denken und Sprechen, das Raum lässt für Interpretation, wird zugunsten einer eindeutigen,



Brainstorming: Je mehr Menschen zusammen denken, sich spontan äußern und weder Kritik noch negative Rückmeldung zu befürchten haben, umso besser scheint das Ergebnis, der Ideenreichtum, die Produktivität.

aber brutalen Sprache, die typische Charakteristika des Totalitarismus aufweist, geopfert.

Ebenfalls – um zum Ausgangspunkt der hier geäußerten Gedanken zurückzukehren – die Aufklärung mit ihrem Bestreben, Vernunft und Subjektivität in den Vordergrund zu rücken, fällt letzten Endes der Perversion anheim, wie Adorno und Horkheimer in ihrer *Dialektik der Aufklärung* feststellen. Das Rationale, Berechenbare, die objektive Weltsicht, die sich von dem irrationalen Aberglauben hat befreien wollen, begründen ebenfalls eine neue Herrschaft der Vernunft, die das Denken vereinheitlicht und die einzelnen Individuen zu einem manipulierbaren Kollektiv zusammenfügt. Was der Mensch seit der Aufklärung und vor allem seit der Industrialisierung qua Vernunft erschaffen hat, um sich zu befreien und autonomer zu werden, richtet sich letzten Endes gegen ihn selbst – er wird abhängig von Technologie, Marktwirtschaft, einem



„Groupthink“: An sich kompetente Personen treffen schlechte und falsche Entscheidungen, weil jeder Einzelne die eigene Meinung der vermuteten Gruppenmeinung anpasst und Lösungen, Handlungen, Kompromissen zustimmt, die er unter normalen Umständen ablehnen würde.

engstirnigen Vernunftabsolutismus, an die er sich auf Kosten des selbständigen Denkens anpassen muss. Günter Kunert bringt es in seinem Artikel *Neue Gottheiten. Von der „Krone der Schöpfung“ zum Materialhaufen* auf den Punkt: „Wir wollten wie Gott sein und haben nicht bedacht, daß sich jede Schöpfung verselbständigt und irgendwann einmal ihren Schöpfer ignoriert.“ (in: Die Zeit, 01/2001) Auch die absolute Anpassung des Einzelnen in einer Gruppe, sei es aus Konformismus oder aus Angst, nicht akzeptiert zu werden, wird letztlich in der Vereinnahmung der Individualität und im Abschalten des selbständigen Denkens enden.

Zusammen können wir einsam sein – die Lösung?

Wie bereits Jean-Jacques Rousseau sich auf seinen Spaziergängen fernab jedweder menschlichen Gesellschaft gezwungen sieht, sich mit sich selbst zu beschäftigen, also eigenständig zu denken, so kann die These aufgestellt werden, dass Alleinsein oder Einsamkeit äußerst produktiv sein kann bzw. das eigenständige Denken fördert. Neueste Studien haben ergeben, dass Menschen durchaus kreativer sind, wenn sie sich zurückziehen dürfen und nicht in ihren Gedanken gestört werden. Also eine klare Absage an Großraumbüros und offene Türen in Verwaltungsgebäu-

den – Susan Cain erläutert: „The most spectacularly creative people in many fields are often introverted [...]. They're extroverted enough to exchange and advance ideas, but see themselves as independent and individualistic. They're not joiners by nature.“ (*The Rise of the New Groupthink*, in: The New York Times, 13.1.2012) Wie ist dies zu erklären?

Blaise Pascal schreibt in seinen *Pensées*: „Rien n'est si insupportable à l'homme que d'être dans un plein repos, sans passions, sans affaire, sans divertissement, sans application. Il sent alors son néant, son abandon, son insuffisance, sa dépendance, son impuissance, son vide.“ In der Regel flieht der Mensch vor der Einsamkeit, vor den eigenen Gedanken, weil er es nicht erträgt, sich mit sich selbst zu befassen. Er flieht in die Gruppe, versteckt sich hinter Verallgemeinerungen, um seine Verantwortung abzugeben und keine eigenen Entscheidungen treffen zu müssen. Wie oben aber bereits erwähnt, führt gerade diese Haltung zu falschen Entschlüssen und Handlungen. Wir befinden uns also letztlich vor einem Phänomen, das existentielle und soziale Aspekte miteinander verknüpft: Derjenige, der die Kraft und den Mut besitzt, sich mit sich selbst auseinanderzusetzen, eigene Verantwortung zu tragen und eigene Entscheidungen zu treffen, also *eigenständig zu denken*, ist derjenige, der Einsamkeit aushält und kreativ einsetzen kann. Er leidet nicht unter der Angst, ausgeschlossen zu werden, scheut sich nicht davor, auf seinem Standpunkt – also im übertragenen Sinne *allein* – zu bestehen, falls er von diesem überzeugt ist. Einsamkeit ist nun eben ein typischer „Kollateralschaden“ des Individualisten, den es zu ertragen gilt.

Letztlich wird es in einer Gesellschaft, in der Kollektivität und Teamarbeit großgeschrieben werden, darum



Die absolute Anpassung des Einzelnen in einer Gruppe, sei es aus Konformismus oder aus Angst, nicht akzeptiert zu werden, wird letztlich in der Vereinnahmung der Individualität und im Abschalten des selbständigen Denkens enden.

gehen müssen, die Eigenständigkeit und Selbständigkeit zu bewahren, um zu verhindern, dass man dem Groupthink anheimfällt. Die Herausforderung muss darin bestehen, „zusammen allein sein zu können“, d. h. Diversität, Meinungsverschiedenheit, Perspektivenvielfalt und Individualität innerhalb einer Gruppe zu akzeptieren und konstruktiv anzuwenden. Phänomene wie Groupthink und auch die viel gepriesene Corporate Identity führen innerhalb einer Gruppe zu einer derart rigiden und unnatürlichen Homogenität, dass sie letztlich in intellektuelle Lähmung und kontraproduktiven Starsinn ausarten muss.

Claude Heiser



S-net, Internet banking au plus haut niveau !



Consultation de comptes, exécution de virements, opérations en bourse... Quelles que soient vos transactions bancaires, passez par l'Internet banking de la BCEE ! Avec S-net, vous accédez à vos comptes en toute simplicité, quand vous voulez et où vous voulez !



SPUERKEESS
Aert Liewen. Är Bank.

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775
www.bcee.lu tél. : (+352) 4015-1

Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch eines jeden

BHW und CGFP

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit und zwar zu den allergünstigsten Bedingungen

Unschlagbares Angebot

für:	mit:
Wohnungsbau/-kauf	Sofortkredit
Modernisierung	CGFP-Vorzugsdarlehen
Grundstückwerb	Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten

Bitte ausfüllen und einsenden an: **OEL/CGFP** 

Oeuvre CGFP
d'Épargne-Logement
B.P. 595 - L-2015 Luxembourg

Baukredit: _____
(Name)

_____ (Vorname)

Ich bitte um
unverbindliche
Beratung durch einen
CGFP/BHW-Berater _____
(Straße, Hausnummer)

_____ (Plz. /Wohnort)

_____ (Telefon)

_____ (Dienstbezeichnung)

_____ (Dienststelle)

Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2012

Bausparen aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Épargne-Logement

BHW Dispo maXX

Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Épargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohntraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld.

Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenzinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenzinsen.

Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Das lohnt sich!

Informieren Sie sich noch heute:
Tel.: 47 36 51.



Neuer Auftritt mit „altem“ Holz



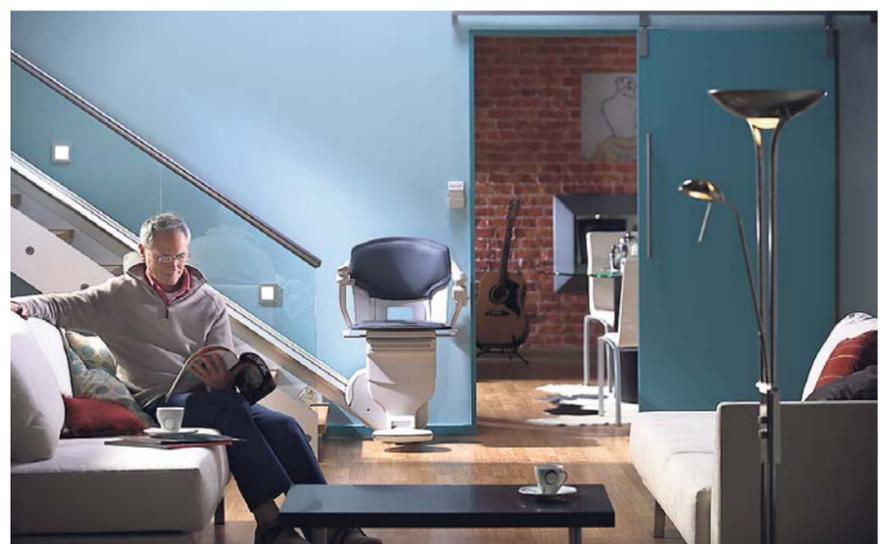
Used-Look für die gute Stube – Designer haben den guten alten Holzfußboden entdeckt. Ganz neu ist jetzt: alt!

Das Material aus dem Wald hat immer schon durch seinen ganz eigenen Charme beeindruckt. Holz sorgt mittlerweile in fast allen Räumen – ob in der offenen Küche, im Wohn- oder Badbereich – für einen guten Auftritt. Neu ist allerdings, dass die Bodendielen ganz gewollt mit kleinen Macken geliefert werden, die die Natur so mit sich bringt. Statt glatter, bereinigter Oberflächen, die schnell mal mit Laminat verwechselt werden können, gibt es jetzt die Patina frisch vom Werk.

Robuste und harte Holzsorten wie zum Beispiel Eiche, die von 54 Prozent der Deutschen favorisiert wird, oder Nussbaum machen dabei das Rennen.

Im Wohnbereich setzen die rustikalen Böden mit sichtbaren Gebrauchsspuren und Rissen raffinierte Akzente. „Hausbesitzer wollen Holzböden heute naturbelassen einsetzen“, erläutert Uta Schaller von der BHW Bausparkasse, „der Used-Look macht die Böden unverwechselbar.“ Am besten wählen Naturfreunde den nachwachsenden Rohstoff aus der Region. Kurze Transportwege schonen die Umwelt.

Stufenfreier Wohnkomfort für zu Hause



Alt werden in den eigenen vier Wänden, das wollen die meisten. Aber die wenigsten Eigenheime sind altersgerecht ausgestattet.

In 83 Prozent der Seniorenhaushalte entspricht die Ausstattung nicht den Bedürfnissen ihrer Bewohner, so eine aktuelle Studie. Häufiges Problem: Das Reihenhaus mit Platz für die ganze Familie wird im Alter zur Stolperfalle.

Ein bewährtes Mittel zur Überwindung von Stufen ist der Treppenlift. Innerhalb weniger

Stunden montiert, ermöglicht er stufenlosen Wohnkomfort. Für Rollstuhlfahrer ist ein Aufzug eine gute Alternative.

Circa vier Tage dauert seine Montage für zweistöckige Einfamilienhäuser. „Der Einbau eines Lifts ist eine nachhaltige Investition, denn er steigert die Mobilität und gleichzeitig den Wert der Immobilie“, so Angelika Sosnowski von der BHW Bausparkasse. Modernisierer sollten für Planung und Herstellung mit mindestens drei Monaten Vorlauf rechnen.

Nous ne nous contentons pas de gérer vos avoirs. Nous vous délivrons un service de haute qualité et nos relations s'inscrivent dans le long terme. Nous prenons le temps de vous écouter, de vous connaître et de mériter votre confiance. Nous respectons vos besoins et vos préoccupations et nous vous proposons des solutions adaptées.

Nous faisons plus que parler investissements avec vous. Nous vous prenons en considération dans toutes vos composantes, nous abordons avec vous votre situation familiale et nous discutons de tous les problèmes liés à l'organisation et à la transmission de vos avoirs. Nous vous aidons à structurer votre patrimoine et à le préserver au moment de la transmission aux générations suivantes.

Vous êtes au centre de nos préoccupations.



AMSTERDAM | BRUXELLES | GENÈVE | LONDRES | LUXEMBOURG
MADRID | MONACO | MUNICH | PARIS | VARSOVIE

WWW.KBL.LU



GRATIS!

CGFP-Website

www.cgfp.lu

Abonnieren Sie
jetzt
die CGFP-
Newsletter

Immer
topaktuell
unter
www.cgfp.lu



«Des réponses claires et précises»

Le nouveau guide «La déclaration d'impôt facile» vient de paraître

Chaque année, au mois de février, l'Administration des contributions directes procède à l'envoi des déclarations pour l'impôt sur le revenu. Le nombre des contribuables résidents et non résidents devant répondre à leur obligation déclarative au titre de l'année d'imposition 2011 peut être estimé à 170.000 (source: Rapport d'activité 2010 de l'administration fiscale).

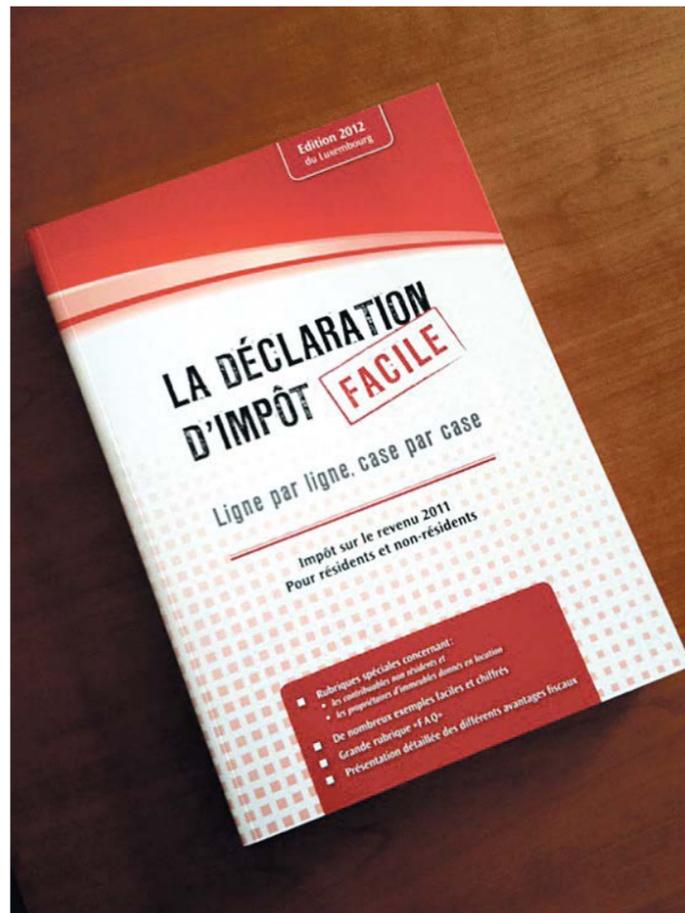
Si, pour certains d'entre eux, la remise de la déclaration d'impôt constitue une obligation, elle est pour d'autres la possibilité de se voir rembourser une partie des impôts retenus à la source (notamment la retenue à la source sur leurs salaires) par exemple lorsqu'ils ont payé, en 2011, des intérêts débiteurs générés par un crédit hypothécaire pour financer l'acquisition de leur résidence principale. Les intérêts débiteurs prémentionnés sont uniquement déductibles dans le cadre d'une imposition par voie d'assiette précédée par la remise d'une déclaration pour l'impôt sur le revenu dans le délai utile. Le guide «La déclaration d'impôt facile» vise à aider les contribuables lors de la rédaction de leur déclaration, et ceci de manière aisément compréhensible.

Toutefois, cet ouvrage ne se limite pas à fournir au contribuable une aide pratique au remplissage de la déclaration, mais lui présente une vision globale de la structure de la législation fiscale.

Le but principal du guide n'est pas de dépister toutes les finesses et exceptions inhérentes à la législation fiscale, mais de fournir à une majorité de contribuables les réponses à leurs questions.

Il illumine, à base de nombreux exemples faciles et chiffrés, les avantages fiscaux prévus par la législation fiscale, souvent ignorés par le commun des contribuables.

Bien que s'adressant généralement à tous les contribuables, le livre apporte néanmoins un soin particulier aux dis-



Le but principal du guide n'est pas de dépister toutes les finesses et exceptions inhérentes à la législation fiscale, mais de fournir à une majorité de contribuables les réponses à leurs questions

positions et questions concernant les salariés, les pensionnés et les propriétaires d'immeubles.

Une vaste rubrique «Foire aux questions» (FAQ), s'étendant sur 12 pages, donne des réponses à un grand nombre de questions que nous nous sommes certainement déjà posées.

Un soin particulier a également été porté aux explications concernant le «modèle 190», un formulaire à remplir par les propriétaires d'immeubles donnés en location.

De plus, l'ouvrage traite de manière détaillée le régime fiscal des plus-values réalisées lors de la vente d'un immeuble soit constituant la résidence principale du contribuable, soit donné en location.

Est-ce que la plus-value réalisée par la vente de ma résidence principale est imposable? Quel est le montant de l'impôt grevant une plus-value que je viens de réaliser? Quand est-ce qu'un immeuble est à considérer comme résidence principale? À toutes ces questions, un chapitre spécial destiné

à l'imposition des plus-values fournit des réponses claires et précises.

Le guide illustre les hypothèses dans lesquelles une personne doit obligatoirement faire une déclaration pour l'impôt sur le revenu, tout comme celles dans lesquelles une personne peut bénéficier d'une imposition par voie d'assiette sur demande.

À l'aide de nombreux exemples, les répercussions des situations de fait ayant un effet direct sur la classe d'impôt dans laquelle un contribuable est à ranger, sont élucidées dans le chapitre «Classes d'impôt». Ainsi, il est possible aux contribuables de déterminer dans quelle classe d'impôt ils sont rangés lorsqu'ils se trouvent, par exemple, en instance de divorce ou lorsque leur conjoint est décédé.

Sont également fournies des explications supplémentaires concernant l'imposition collective des époux et des partenaires.

En ce qui concerne les contribuables non résidents, une rubrique spéciale destinée à ces derniers tend à les guider à travers les dispositions fiscales qui leurs sont applicables et qui peuvent diverger de celles applicables aux contribuables résidents.

Finalement, une rubrique «Voies de recours» aspire à faire connaître aux contribuables les démarches à suivre en cas de désaccord avec un bulletin d'impôt. Grâce à cette rubrique, le contribuable ne loupera plus le délai de réclamation et son éventuelle réclamation ne sera plus rejetée pour un quelconque vice de forme.

Le guide pratique «La déclaration d'impôt facile» est en vente en librairie ou bien directement en ligne sur www.editions.lu au prix de seulement 24 €.

Pour une fonction publique

▶ indépendante,

▶ unie

▶ et solidaire

CGFP

Poste vacant

Direction de la Défense

Le Ministre de la Défense cherche à s'adjoindre pour le compte de l'Armée luxembourgeoise un

Chef de la Musique militaire (M/F)

Profil demandé

Pour être admis à l'examen-concours au mois de juillet le/la candidat(e) doit:

a) remplir les conditions suivantes:

- être de nationalité luxembourgeoise;
- jouir des droits civils et politiques;
- être détenteur d'un certificat de fin d'études secondaires luxembourgeois ou d'un diplôme reconnu équivalent par le ministre ayant l'Education nationale et la Formation professionnelle dans ses attributions;
- avoir fréquenté avec succès pendant cinq années au moins les cours d'un établissement d'enseignement musical à caractère universitaire ou supérieur et détenir le diplôme de fin d'études de direction d'orchestre;
- posséder les qualités morales et psychiques requises;
- être reconnu apte pour le service militaire par le médecin de l'Armée ou son délégué.

b) produire les pièces ci-après:

- un extrait de l'acte de naissance;
- un certificat de nationalité;
- un extrait du casier judiciaire datant de moins d'un mois;
- une copie des certificats d'études (le cas échéant avec certificat d'équivalence).

Les candidatures accompagnées d'une lettre de motivation manuscrite et d'un CV sont à adresser pour le 10 avril 2012 au plus tard au

**Ministère des Affaires Etrangères
Direction de la Défense
6, rue de l'Ancien Athénée
L-1144 LUXEMBOURG**

Des renseignements complémentaires pourront être obtenus auprès du bureau du personnel de l'Armée au ☎: 26 848-216.

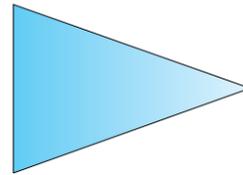
Viandes fraîches
Gibier - Volaille
Charcuteries
Salaisons

AWIETOR

VIANDES EN GROS

www.wietor.lu

19A, rue de Haller
L-6312 Beaufort
Tél : 83 64 85-1
Fax : 86 90 87
e-mail : wietor@internet.lu



- **Actualités**
- **Prestations**
- **Services**
- **Documents**
- **Le Journal**
- **Liens**

Visitez notre site Internet:

www.cgfp.lu

CGFP

MacBook Air. Comment peut-il être aussi léger et si lourd en fonctionnalités ?

Venez découvrir à quoi devrait ressembler
le portable parfait. Et combien il devrait peser.

www.lineheart.lu



Le poids varie selon la configuration et le procédé de fabrication. TM et © 2012 Apple Inc. Tous droits réservés.

Rendez-vous chez
votre expert Apple le plus proche.

LINEHEART CITY



Leudelange • Luxembourg-Ville • Esch-sur-Alzette • City Concorde • Galerie Auchan

CGFP – eine Erfolgsgeschichte

- ▶ Wir haben den Fortschritt gewährleistet und Ihren sozialen Besitzstand mit allen Mitteln verteidigt.
- ▶ Wir haben durch ununterbrochenen Einsatz bedeutende Aufbauarbeit geleistet, Strukturen und Dienstleistungen geschaffen, die sich zeigen lassen.
- ▶ Wir haben damit der öffentlichen Funktion und ihrer Berufsbewegung zu Ansehen und Respekt verholfen.
- ▶ Mit der öffentlichen Funktion muss gerechnet werden.
- ▶ Die CGFP ist heute ein ebenbürtiger Partner auf der sozialen Ebene. An ihr kommt niemand mehr vorbei.
- ▶ Wir wollen weiterhin eine unabhängige, geeinte und solidarische öffentliche Funktion, sowohl im Dienst all unserer Mitglieder als auch der nationalen Gemeinschaft.



Der Allgemeine Staatsbeamtenverband

SPRACHCAMPS 2012 IN LUXEMBURG



Erlebnisreiche Sprachferien für 7- bis 17-Jährige

Kompetent und erfahren
12-jährige Erfahrung mit mehr als 70.000 begeisterten Teilnehmern

Fundiert und vielsprachig
Französisch bzw. Englisch oder Deutsch Camps mit muttersprachlichen Betreuern

Leicht und locker
Großes Angebot an spannenden Freizeitaktivitäten – alles in der Zielsprache

Termine im Juli/August 2012!
618 Euro/Woche für Vollpension, Unterricht und Sportprogramm

Fragen & Antworten
Berlitz Luxembourg
89-93, Grand-Rue, 1661 Luxembourg
Tel. +352 26 38 32 48
kids@berlitz.lu

Berlitz
www.berlitz.lu

Foyer de jour CGFP

Kaweechelchen

36, rue J. B. Esch – L-1473 Luxembourg
Tél.: 25 03 54 – Fax: 25 28 84

Pour tout renseignement s'adresser à
Mme Renée Groff, directrice



Ascenseur d'escalier



... liberté de mouvement à chaque niveau

Partout au Luxembourg !
Esthétique et discret !
Fabrication Thyssen !

Information :
ThyssenKrupp Ascenseurs s.à r.l.
Z.A. Weiergewan
22, rue Edmond Reuter
L-5326 Contern

Tél. : 40 08 96
Fax : 40 08 99



ThyssenKrupp Ascenseurs

CGFP

Votre assurance professionnelle

B B

IMMOBILIER
BINGEN & ASSOCIÉS

ESTIMATION (onverbindlech) a VENTE vun Ärem Haus, Appartement oder Terrain

7 rue du Marché
L-9260 Diekirch
T 26 81 13 99
dan.watgen@b-immobilier.lu

44 rue de Vianden
L-2680 Luxembourg
T 26 44 13 88
marc.rauchs@b-immobilier.lu

www.b-immobilier.lu



Réussissons ensemble

Pour plus d'informations sur nos services bancaires, n'hésitez pas à nous appeler au (+352) 42 42-2000.

BGL BNP PARIBAS | La banque d'un monde qui change | bgl.lu

AFAS/CGFP

Schüler auf ihrem Bildungsweg begleiten

Die gemeinnützige „Association de Formation et d'Appui Scolaires“ (AFAS/CGFP) bietet eine flexible Struktur, deren Ziel darin besteht, Schülern zeitlich befristeten Einzelunterricht durch qualifiziertes Lehrpersonal zu vermitteln. Das Angebot steht allen Bürgerinnen und Bürgern, deren Kinder im Luxemburger Sekundarunterricht eingeschult sind, offen. Neben den traditionellen Nachhilfestunden werden ebenfalls Kurse zur Vor- und Nachbereitung bzw. Vertiefung des Lernstoffs und zur Methodologie (Organisation der Studien, Zeiteinteilung u.a.) vermittelt.

Anmeldung vorzugsweise per E-Mail: afas@cgfp.lu

Nachstehend noch einige praktische Tipps und Informationen zur AFAS/CGFP:

Was tut die AFAS/CGFP?

- Die AFAS/CGFP stellt als **Vermittlungsstelle** den Kontakt zwischen Schülern/Eltern und qualifizierten Lehrern her.

Preise

- Die Vermittlung der AFAS/CGFP ist **gratis**.
- Folgende Tarife, die sofort an die Lehrer gezahlt werden, sind festgelegt:
 - cycle inférieur (7^e – 4^e bzw. 10^e): **50 € / pro Einheit (60')**
 - cycle supérieur (3^e bzw. 11^e – 1^{re} bzw. 13^e): **70 € / pro Einheit (60')**

Unterrichtssequenzen

- Sequenzen von **3 bzw. 6 Nachhilfestunden** finden innerhalb eines befristeten Zeitrahmens (in der Regel 1 bzw. 2 Monate) statt.
- Der Schüler soll immer nach Möglichkeit von demselben Lehrer betreut werden.
- Durch die Sequenzen soll ermöglicht werden, dass die Entwicklung des Schülers verfolgt, ein Vertrauensverhältnis entstehen und eine adäquate Vorbereitung gewährleistet werden kann.

Wann und wo?

- Termine werden zwischen Lehrern und Schülern vereinbart.
- Der Nachhilfeunterricht findet an verschiedenen Sekundarschulen **landesweit** statt.
- Es wird kein Nachhilfeunterricht in Privatwohnungen erteilt.

Regeln / Bedingungen

- Die Schüler unterliegen den internen Regeln der jeweiligen Schulen.
- Termine müssen eingehalten werden.
- Die Honorare werden unmittelbar an die Lehrer gezahlt.

Anmeldung / Informationen

- Die **Anmeldung** erfolgt **vorzugsweise über Internet**, ist aber auch per Telefon möglich.
- Internetseite: <http://afas-cgfp.mysite.lu>
- E-Mail-Adresse: afas@cgfp.lu
- Telefon: 26 77 77 77 (Mo – Fr / 09.30 – 11.30 Uhr)

Was unterscheidet die AFAS/CGFP von herkömmlichen Nachhilfeschoolen?

- Als gemeinnützige Organisation verfolgt die AFAS/CGFP keine geschäftlichen Ziele.
- Sie bietet ein flexibles System an: Je nach Wohnort der Schüler findet der Nachhilfeunterricht an einer bestimmten Sekundarschule statt.
- Der Nachhilfeunterricht wird gewährleistet von aktiven oder sich im Ruhestand befindenden Lehrerinnen und Lehrern aus staatlichen Sekundarschulen.
- Einzelbetreuung der Schüler.

Stehen Sie nicht im Abseits –

Werden Sie noch heute Mitglied der



Die CGFP bietet:

- ✓ **Wirksame Berufsvertretung, besonders Ihrer moralischen und materiellen Interessen und erworbenen Rechte**
- ✓ **Gratisabonnement auf die Verbandszeitung „fonction publique“**
- ✓ **Kostenlose juristische Beratung in Beamtenrechtsfragen**
- ✓ **Kostenlose Auskunft und Unterstützung in Gehalts-, Pensions-, Krankenkassen- und Steuerangelegenheiten**

sowie ein umfassendes Dienstleistungsangebot:

- ✓ **CGFP-Bausparen (mit Sofortkredit)**
- ✓ **CGFP-Versicherungen (alle Sparten)**
- ✓ **Krankenzusatzversicherung**
- ✓ **CGFP-Sterbekasse (mit Zugang zur „Caisse chirurgicale“)**
- ✓ **Zusatzpensionsversicherung**
- ✓ **Service CGFP de Placement (Geldanlage)**
- ✓ **CGFP-Konsumkredit („petits prêts“)**
- ✓ **Fondation CGFP de Secours / CGFP-Hilfswerk**
- ✓ **CGFP-Reiseagentur Lux Voyages**
- ✓ **Kindertagesstätte „Kaweechelchen“**
- ✓ **CGFP-Nachhilfevermittlung für die Sekundarstufe „AFAS“**

Und so einfach geht's:

Untenstehende Karte ausfüllen und einsenden an:

CGFP

Boîte postale 210
L-2012 Luxembourg

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE
DE LA FONCTION PUBLIQUE
Boîte postale 210
L-2012 LUXEMBOURG

CGFP

Déclaration d'adhésion

Je soussigné(e) déclare par la présente que j'adhère à la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP.

J'autorise le Bureau Exécutif de la CGFP à prélever sur mon compte-courant le montant de la cotisation annuelle.

Nom et prénom:

Domicile: Code postal no

Rue: no

Administration/Service:

Fonction: Date de naissance:

CCP ou
compte bancaire no: IBAN LU

....., le

.....
(signature)

REMARQUE: La cotisation annuelle, qui est actuellement fixée à 55,00€ (retraités/veuves: 35,00€), comprend l'abonnement au périodique «fonction publique» et donne droit à toutes les prestations de la CGFP.

**LE VÉHICULE ÉLECTRIQUE POUR TOUS EST LÀ.
NOUVELLE GAMME RENAULT Z.E. 100 % ÉLECTRIQUE, 0% ÉMISSION.
DISPONIBLE DÈS MAINTENANT (1).**

**Jusqu'à € 5.000 TVAc
de prime gouvernementale (2)**



www.renault-ze.com



**RENAULT
Z.E.**

**CHANGEONS DE VIE
CHANGEONS L'AUTOMOBILE**



(1) À l'usage, hors pièces d'usure. Renault Fluence Z.E., Kangoo Z.E. et Twizy : disponibles chez votre concessionnaire dès maintenant. ZOE : disponible en octobre 2012. (2) Prime gouvernementale de € 5.000 valable pour l'achat de Kangoo Maxi Z.E. 5 places, Fluence Z.E. et Zoe et de € 1.000 valable pour l'achat de Twizy (hors Twizy 45) et avec une immatriculation entre le 01/01/12 et le 31/12/2012. Plus d'infos et toutes les conditions sous www.car-e.lu.

RENAULT LUXEMBOURG
2 Rue Robert Stümper
L-2557 LUXEMBOURG
40.30.40.1

RENAULT BEGGEN
182 Rue de Beggen
L-1220 BEGGEN
43.52.32.1

RENAULT DIEKIRCH
26 Route d'Ettelbrück
L-9230 DIEKIRCH
80.88.80.1

RENAULT ESCH-SUR-ALZETTE
Rue Jos Kieffer
L-4176 ESCH-SUR-ALZETTE
57.29.76.1

GARAGE THOMMES
92 Op der Strooss
L-7650 HEFFINGEN
87.81.15.1

GARAGE SCHNEIDERS
17 Rue de Luxembourg
L-6450 ECHTERNACH
72.90.45.1

GARAGE DE L'EST
Zone artisanale et commerciale
L-6131 JUNGLINSTER
788.22.21

GARAGE FELTEN
Weicherdange - Tél.: 92.16.12

GARAGE REINERT
Petange - Tél.: 50.37.87

GARAGE GELZ
Steinfort - Tél.: 39.00.47

GARAGE SCHILTZ
Buderscheid - Tél.: 26.88.90.75

GARAGE KAUTEN
Beckerich - Tél.: 23.62.13.67

GARAGE THOMMES
Mersch - Tél.: 26.32.39

GARAGE RECH
Esch/Alzette - Tél.: 54.34.34

SERVICE AUTOMOBILE
Capellen - Tél.: 30.93.41

JUSQU'AU 30 AVRIL 2012

FORFAIT CHANGEMENT 4 ROUES + MISE À NIVEAU DES LIQUIDES € 40

TOUTES NOS OFFRES ET VOTRE PRISE DE RENDEZ-VOUS ONLINE SUR : www.renault.lu (rubrique après-vente).

* Offre valable pour les particuliers, sur présentation de ce coupon, 01/4/2012 au 30/04/2012 dans le réseau Renault participant.



Mehr IQ für mehr qm!

Mit BHW zuverlässig in die eigenen vier Wände

Wohneigentum ist alles: Vermögensaufbau, Anlageoptimierung, solide Altersvorsorge. Sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

Die CGFP ist der BHW Bausparpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.

 **BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg**
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, www.bhw.lu

The logo for BHW, consisting of the letters 'BHW' in a bold, blue, sans-serif font, followed by a stylized blue triangle pointing upwards and to the right.

citroen.lu

CITROËN préfère TOTAL  DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.

HYBRIDE & DIESEL

CHANGEZ D'ÉPOQUE



CITROËN DS5 HYBRID4

200 CH - 99G CO₂ - 3,8L/100 KM - 4 ROUES MOTRICES
À VENIR DÉCOUVRIR CHEZ NOUS

CRÉATIVE TECHNOLOGIE



 DE 3,8 À 4,1 L/100 KM  DE 99 À 107 G CO₂/KM

Informations environnementales: citroen.lu

ETOILE GARAGE
L-2557 LUXEMBOURG
Tél.: 40 22 66 - 1

ETOILE GARAGE
L-3515 DUDELANGE
Tél.: 51 91 90

ETOILE GARAGE
L-4026 ESCH-SUR-ALZETTE
Tél.: 55 01 55

GARAGE BINSFELD
L-4562 DIFFERDANGE (NIEDERKORN)
Tél.: 54 50 56

CLERBAUT AUTOMOBILES
L-5481 WORMELDANGE
Tél.: 76 82 65

CLERBAUT AUTOMOBILES
L-5750 FRISANGE
Tél.: 23 60 60 -1

ETOILE GARAGE
L-7540 ROLLINGEN/MERSCH
Tél.: 26 32 63

GARAGE INTINI
L-8080 BERTRANGE
Tél.: 45 64 45

GARAGE NEUGEBAUER
L-8422 STEINFORT
Tél.: 39 00 29

GARAGE J.LEYDER
L-8509 REDANGE-SUR-ATTERT
Tél.: 23 62 39 -1

GARAGE STROTZ
L-9559 WILTZ
Tél.: 26 95 02 47

www.etoilegarage.lu

www.facebook.com/etoilegarage